

MARDI 16 JUIN 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = Dette grecque: la réunion de la dernière chance échoue p.1
- = La Contagion due à un risque de Grexit se répand à travers l'Europe p.3
- = Hedge Funds : Entre déraison et folie ! p.6
- = Méditations sur Saint Louis... et les marchés obligataires (Bill Bonner) p.6
- = La période est historique, personne ne le voit et ne le dit. (Bruno Bertez) p.9
- = Les actions pourraient perdre 90% en deux ans (Phoenix Capital) p.11
- = Semaine chargée pour le chaos monétaire p.13
- = « L'Amérique en récession et la Grèce en faillite, tout va très bien ! » (Charles sanna) p.14
- = LA CONFUSION CROÎT À PROPOS DE LA GRÈCE (François Leclerc) p.17
- = Les cons, ça ose tout. p.20
- = Le Grexit, c'est l'engloutissement de l'Atlantide monétaire (Bruno Colmant) p.20
- = Pétrole : la demande repart ! (Aymeric de Villaret) p.22
- = Trois paires de claques : la Grèce en route vers la sécession (Le Yéti) p.25
- = BFM du 15 juin 2015 – Arrêter l'hémorragie p.27
- = Le lien entre la Bulle financière et les menaces contre le cash p.29
- = Les banquiers face au syndrome de l'acromégalie (Jean-Marc Vittori) p.34
- = Les investisseurs institutionnels ne sont pas préparés aux risques extrêmes ! p.36
- = Des origines de la crise systémique du capitalisme (Robert Bibeau) p.38
- = Grèce: vers le défaut? (Jacques Sapir) p.43
- = L'Arabie saoudite ne possède pas les plus importantes réserves de pétrole au monde p.46



Dette grecque: la réunion de la dernière chance échoue

15 juin, 2015

Posté par Benji , Les Moutons enragés et Sputniknews

La zone euro va éclater, le fait est inévitable, la promesse d'une Europe unie et puissante n'était au final qu'une vaste blague, rien d'autre! Mais attention, la blague du jour nous vient quand-même de l'agence de notation Standard&Poors qui a prétendu que le non-paiement de 6,7 mds EUR à la BCE ne constituerait pas un défaut.



Les négociations entre la Grèce et ses créanciers internationaux ont échoué dimanche, mettant Athènes au bord du défaut de paiement et compromettant son avenir au sein de la zone euro.

Les représentants de l'Union européenne ont rejeté sur Athènes la responsabilité de l'échec de la réunion. Selon eux, la Grèce n'a rien proposé de neuf afin d'attirer les fonds nécessaires au paiement de 1,6 milliards d'euros au Fonds monétaire international en juin.

La Grèce se déclare toujours prête à dialoguer, mais les représentants de l'UE et du FMI indiquent ne pas être autorisés à poursuivre les négociations. Selon une source proche du dossier citée par l'agence Reuters, la situation revêt un caractère « bien triste ». »C'était la dernière tentative de surmonter les divergences, mais le fossé est toujours trop large. Il est bien sûr possible de discuter de ce fossé, mais il est grand comme l'océan », a expliqué l'interlocuteur de l'agence.

Dans le même temps, la Commission européenne a fait savoir que les ministres des Finances des pays membres de la zone euro évoqueraient le règlement de la dette grecque lors d'une réunion prévue jeudi 18 juin.

Un éventuel accord technique étant peu probable, les ministres européens pourraient être contraints d'adopter une décision politique difficile sur l'appartenance de la Grèce au bloc monétaire, affirme Reuters. La possible sortie de la Grèce de la zone euro, après plusieurs années de négociations tendues et deux programmes d'assistance financière pour un montant total de 240 milliards d'euros, risque de porter un coup dur au projet d'union monétaire européenne.

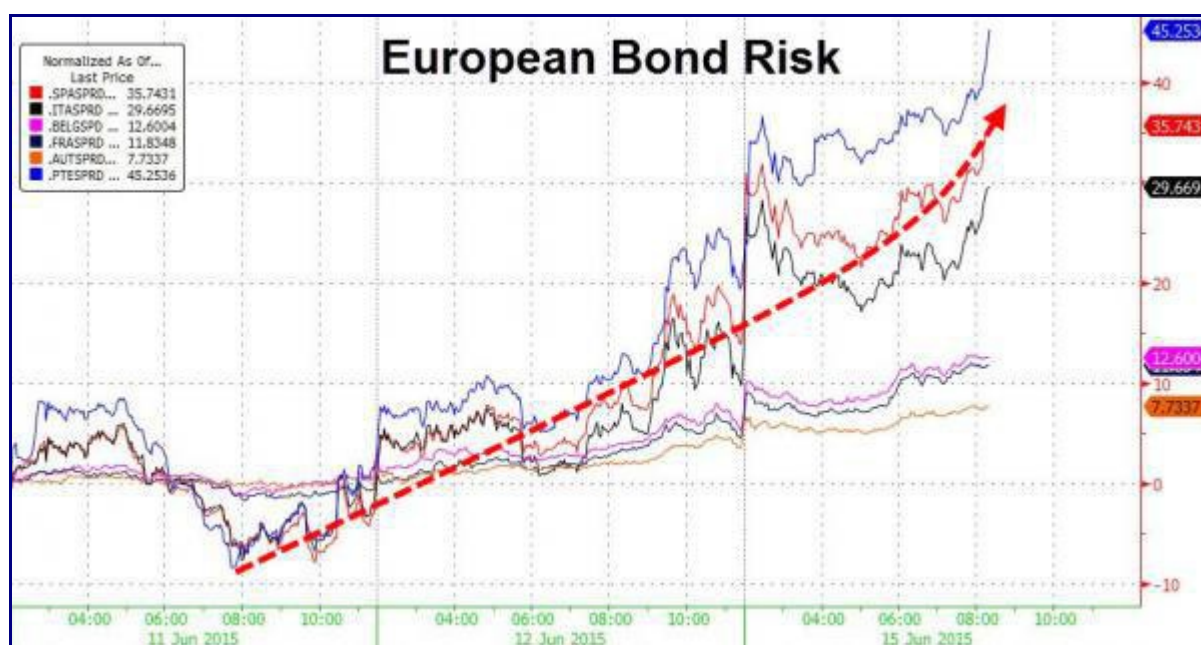
Vendredi dernier, le premier ministre grec Alexis Tsipras a laissé comprendre qu'il était prêt à accepter un compromis douloureux prévoyant de nouvelles mesures d'austérité et des réformes en échange d'une aide financière. Cependant, la Commission européenne a déclaré que les propositions grecques étaient « incomplètes ». Les créanciers exigent qu'Athènes réalise 2 milliards d'euros d'économies annuellement

Source: [Sputniknews](#)

La Contagion due à un risque de Grexit se répand à travers l'Europe : Le risque obligataire périphérique explose alors que les banques grecques s'effondrent !

Blog de la résistance et ZeroHedge 15 juin 2015

Voilà pourquoi il ne faut pas sous estimer ou minimiser la question grecque et celle d'un Grexit (sortie de la Grèce de l'Euro) : comme je disais semaine dernière tout est inter-connecté . Les banques grecques s'effondrent ce qui se traduit par les obligations des banques grecques qui se crashent et le risque obligataire qui explose , et ça se répand partout. **Z** .



La contagion d'un Grexit se répand à travers l'Europe ...

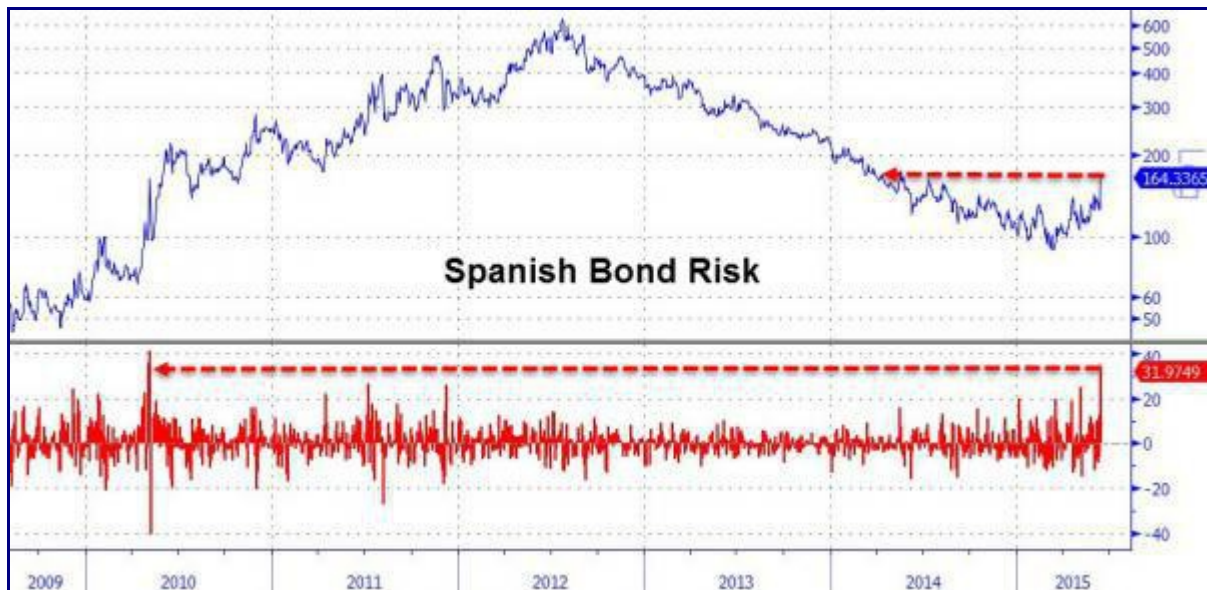
Malgré des semaines à rassurer et à répéter qu'un Grexit est «contenu» – il ne l'est pas !

Le spread obligataire pour le Portugal, l'Italie et l'Espagne explose (maintenant 35-50 points de base dans les 2 derniers jours). Alors que Draghi absorbe désespérément la pression à la vente, les rendements obligataires espagnols ont dépassé les rendements américains pour la première fois depuis Octobre. **(NDLR : merci Mario pour le QE, voici le résultat !)**

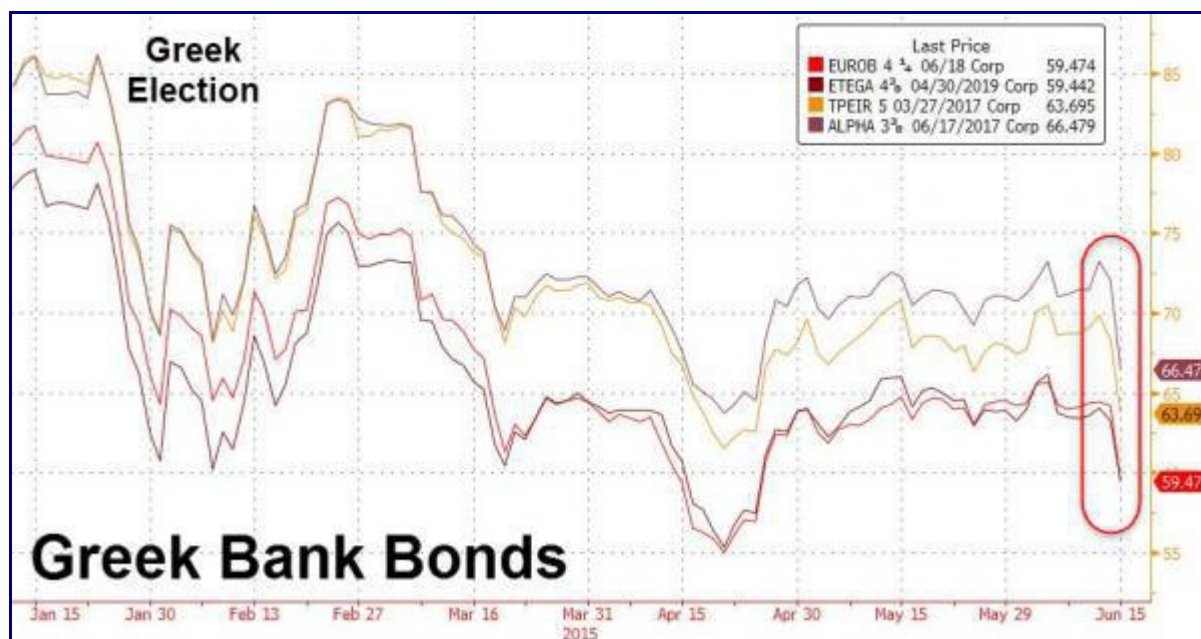
Mais tandis que les obligations sont dans la tourmente (-5-7 pdb pour les Bunds / TSYS, et tout le reste n'est pas mieux), le véritable carnage est en Grèce.

Les obligations bancaires grecques poussent à de nouveaux planchers records et le ASE (Athen stock exchange) est en baisse de plus de 13% depuis la hausse exubérante de la semaine dernière lorsque le problème Grec semblait avoir été résolu à nouveau (basé sur une rumeur de Reuters).

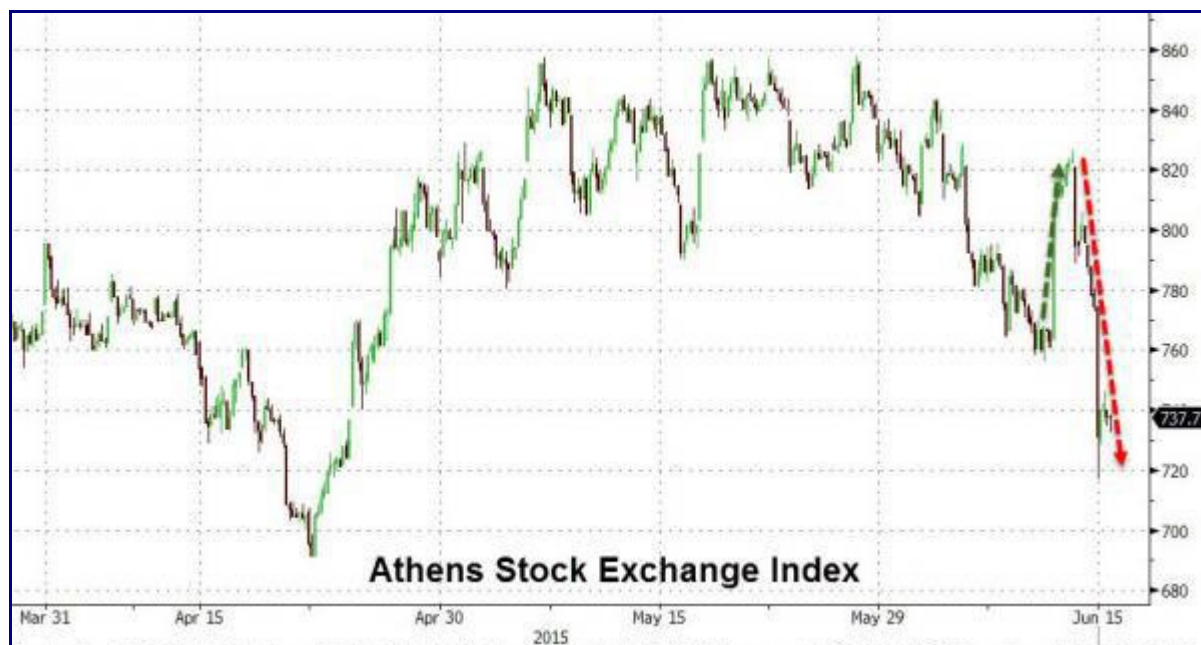
Pour le contexte – c' est la plus forte hausse du risque obligataire en 2 jours depuis mai 2010 !!



Les Obligations des Banque grecques coulent ...



et les valeurs grecques plongent ...



Vous Rappelez-vous de ce jour de surtension de 7% la semaine dernière quand tout avait été « réglé » ? (ironie ndlr)

Zero Hedge précise ceci dans un autre papier :

La BCE va-t-elle enfin utiliser « l'option nucléaire » Grecque ce mercredi ? :

Avec les deux côtés qui ne veulent pas bouger, l'Europe va revenir à sa stratégie du jour 1, à savoir la création d'un bank run en Grèce lent d'abord, puis rapide, qui conduira à des contrôles de capitaux progressifs puis soudains, entraînant le mécontentement et la désobéissance civile et, finalement, à un renversement violent du gouvernement grec.

<http://www.zerohedge.com/news/2015-06-15/grexit-contagion-uncontained-peripheral-bond-risk-surges-greek-banks-collapse> – <http://www.zerohedge.com/news/2015-06-15/will-ecb-finally-use-greek-nuclear-option-wednesday>- resistanceauthentique

Hedge Funds : Entre déraison et folie !

Qui perd gagne et [les echos.fr](http://les-echos.fr) Posted on 15 juin 2015

Le poids des « hedge funds » est 67 fois plus important que la valeur des actifs qu'ils détiennent.

- Voilà qui ne devrait pas faire taire les craintes sur les risques que les « hedge funds » peuvent potentiellement faire courir aux marchés.
- Une étude publiée récemment par la Financial Conduct Authority (FCA) montre que l'utilisation de l'effet de levier – un [recours](#) à l'endettement bancaire ou à des [produits dérivés](#) permettant de parier sur un montant plus important que ne l'aurait permis un investissement direct – a encore progressé l'an dernier.
- D'après le régulateur britannique, le montant total des positions de 132 « hedge funds » commercialisés au Royaume-Uni par 52 sociétés de gestion, et qui forment l'échantillon de l'enquête, représentait 67 fois la valeur liquidative des actifs (418 milliards de dollars) présents dans leurs portefeuilles.

Ce multiple a crû de près de 5 % par rapport à l'année dernière, où il s'établissait, déjà à 64 fois.

Méditations sur Saint Louis... et les marchés obligataires

16 juin 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Sur les murs de la chapelle de l'Ecole militaire de Paris se trouvent de riches tableaux — notamment quelques chefs d'oeuvre de Louis-Michel van Loo. L'un d'entre eux représente St. Louis se mourant de la dysenterie au 13ème siècle.

Saint Louis est mort à Tunis, en Afrique du nord, durant la huitième croisade ; ce qu'il faisait là exactement n'était pas très clair. Au moins y est-il allé en personne. Et il est mort durant la campagne.

Tout a un prix. La croisade précédente — qu'il avait lui-même lancée 20 années auparavant — avait elle aussi été un désastre. Le roi avait mené son armée en Egypte. Dans la canicule de la vallée du Nil, ses soldats devaient former un tableau intéressant, flanqués d'un contingent anglais mené par Guillaume de Salisbury et des chevaliers du Temple avec leurs bannières et leurs tuniques. Tout semblait aller si bien... jusqu'à ce que...

Nous assistions à une messe dans la chapelle ce dimanche. Le prêtre prononçait son sermon. Etait-ce ennuyeux ou simplement inutile, nous ne saurions le dire... mais notre attention a été attirée par le tableau, et nos pensées ont pris une tournure martiale. L'endroit — la chapelle de l'Ecole militaire — est le sacré-coeur de la tradition militaire française.

L'histoire française est jonchée de corps — tailladés, percés, réduits en morceaux Cette semaine marque le 200ème anniversaire de la grande bataille de Waterloo, une défaite française.

Depuis, les succès militaires français ont été rares.

Mais avant que Wellington et Blücher ne leur administrent une raclée à Waterloo, les Français avaient gagné bien plus de batailles que les Américains n'en avaient jamais menées. L'histoire française est jonchée de corps — tailladés, percés, réduits en morceaux.

Les Français, comme les Anglais et les Américains, célèbrent leurs héros tombés au combat et prétendent que leurs guerres ont servi un but louable. Qui sait ? Les guerres peuvent sembler ridicules — rétrospectivement. Mais l'être humain est le bouffon de Dieu. Et tous Ses travaux demandent notre curiosité solennelle.

Et donc, avec un mélange de respect, de honte et d'embarras, cette semaine nous nous tournons vers Mars — le dieu de la guerre.

▪ **Avant cela, toutefois...**

Prenons d'abord notre poste habituel — où nous gardons un oeil sur les marchés et l'économie, dans l'espoir de deviner quelle malice est à l'oeuvre.

Le Dow a perdu du terrain en fin de semaine dernière ; mais lorsqu'on observe un graphique sur trois ans, on constate que les récents mouvements boursiers ne sont rien. Les valeurs sont toujours proches d'un sommet historique après

une hausse quasi-régulière sur les six dernières années.

Le marché obligataire, parallèlement, pourrait s'être retourné. Après 33 ans, la direction des rendements pourrait être passée de la hausse à la baisse. Le rendement de l'OAT à 10 ans a quadruplé lors des deux derniers mois, par exemple. Les rendements sont toujours microscopiques, cependant. Et ni l'importance ni la permanence de ce mouvement ne sont connues.

Au passage, la direction du marché obligataire est probablement l'inconnue connue la plus importante du monde financier. Les banques centrales influencent, mais ne peuvent pas contrôler, les taux d'intérêt. De sorte que savoir ce que Janet Yellen voudrait voir se produire n'est pas la même chose que savoir ce qui va se produire.

Les gens ne sont généralement pas volontaires pour prêter de l'argent pour rien. Tôt ou tard, nous sommes d'avis qu'ils voudront un rendement décent sur leur épargne. Lorsque ce sera le cas, le monde changera. Les prix des actifs ont grimpé de plus en plus haut, portés par l'inondation de crédit de ces 33 dernières années. Lorsque la marée se retirera, les actifs chuteront et le caractère de l'économie changera.

Le marché obligataire est gigantesque. Mais il est dominé par quelques acteurs seulement

Ce changement pourrait être d'une rapidité terrible et d'une ampleur vertigineuse. Le marché obligataire est gigantesque. Mais il est dominé par

quelques acteurs seulement — les banques centrales et les gouvernements, particulièrement. Le gouvernement américain, par exemple, possède 60% du marché hypothécaire grâce à ses filiales Fannie Mae et Freddie Mac, et de gigantesques pans de la dette "nationale" américaine sont détenus par une poignée d'intervenants — comme la Fed et la Banque populaire de Chine.

Mercredi dernier, les autorités ont organisé une réunion entre les plus grands investisseurs obligataires et banques. Tout ce petit monde s'inquiète de ce qui pourrait se passer durant une crise. Il pourrait y avoir de nombreuses obligations du côté de l'offre, par exemple, mais personne du côté de la demande. Les prix s'effondreraient — provoquant un désastre encore plus sensationnel.

▪ **Soleil et rançon**

Mais revenons-en aux pauvres chrétiens... suant sous le lourd soleil égyptien... il y a neuf siècles de ça. Ils étaient là pour mettre de l'ordre au

Proche-Orient et s'accaparer le contrôle de la région — un peu comme les troupes américaines en Irak et ailleurs.

La campagne avait pourtant bien commencé. Les Egyptiens avaient fui, laissant intact un pont essentiel sur le Nil. Les Croisés traversèrent, menés par Louis IX, Saint Louis et Robert d'Artois. Ensuite, la ville de Mansourah leur fut ouverte elle aussi. Pensant que les défenseurs s'étaient enfuis, ils passèrent la porte. Ils découvrirent bien vite qu'ils avaient été menés dans un piège. De tous les côtés, les musulmans attaquèrent. Robert d'Artois fut tué. Guillaume de Salisbury aussi. Les Chevaliers du Temple furent quasiment annihilés. Seuls cinq en réchappèrent.

Les chrétiens battirent en retraite du mieux qu'ils purent. Ils creusèrent une tranchée pour protéger leur camp. Le soleil tapait. Les vivres et l'eau vinrent à manquer, les Egyptiens bloquant les navires croisés venant en renfort de leurs compatriotes. La famine et la maladie se répandirent dans le camp.

Enfin, un accord fut passé. Louis fut mis en captivité par les forces musulmanes, avec environ 12 000 de ses soldats. Ils furent libérés lorsque la France paya une rançon. L'addition : une somme équivalant à un tiers environ des revenus annuels du pays.

Louis accepta de ne pas recommencer. Mais il sembla n'avoir rien appris de cette aventure. Vingt ans plus tard, il prenait à nouveau le soleil en Afrique du Nord, attendant de mourir.

La période est historique, personne ne le voit et ne le dit.

Bruno Bertez 15 juin 2015

Vous avez du remarquer que nous accélérons le rythme de nos publications . En particulier les écrits boursiers et financiers. Au risque de nous répéter. Mais l'on est jamais assez didactique. Si nous le faisons, c'est parce que nous avons le sentiment que nous vivons un moment historique. De la même façon que l'Histoire s'est remise en marche avec les événements géopolitiques, ce que nous avons signalé et diagnostiqué, l'Histoire se remet en marche au plan financier.

Vous ne le verrez pas en lisant les médias MSM et en regardant la Télé, ils passent à côté de tout. C'est normal, ils n'ont pas de cadre analytique, ils n'ont

pas de canevas pour déchiffrer ce qui se passe dans la réalité, ils sont ballottés par les nouvelles instantanées qu'ils sont incapables de mettre en relation. Ils ont le nez sur les arbres, vous savez, ceux dont on dit qu'ils cachent la forêt. Plus tard, les Historiens diront ce qui s'est passé, ils présenteront leurs visions et leurs explications et bien sûr, ce sera trop tard. Comme nous le disons souvent, l'avenir ne se devine pas, il se construit. S'agissant des intellectuels nous ajoutons, on ne peut prédire l'avenir, tout ce que l'on peut faire, c'est essayer de voir le présent avec les yeux de demain. Et c'est ce que nous nous efforçons de faire.

.
-La période est historique parce que c'est le moment où l'on tente de revenir en arrière sur les mesures qui ont été prises en 2008 et 2009 pour sauver le monde de la Grande Crise Financière et de sa conséquence, la Grande Crise Economique.

.
-La période est historique parce que la situation de la Grèce met les autorités Européennes au pied du mur. Elles doivent choisir. Choisir, c'est ce qu'elles ont toujours évité de faire. Car les choix ont un coût énorme.

.
-La période est historique parce que cela intervient à un moment où, au mépris de tous les risques, les marchés financiers sont à des niveaux records, avec des valorisations au double de ce qu'elles sont sur longue période. Le risque de baisse est de 50%.

.
-La période est historique parce que nous sommes en situation de transition entre deux mondes, un monde sous la crainte de la déflation et un monde où les risques d'inflation sont en train de se réveiller.

.
-La période est historique parce que vous êtes coincés, prisonniers. Les actifs financiers sont à un niveau de prix qui garantit que vous ne serez pas rémunérés pendant 10 ans, mais qu'en même temps toutes les alternatives pour vous protéger ont été une à une fermées, détruites.

.
-La période est historique car les responsables de la conduite des affaires et de

tout le reste ont fait disparaître tous les signaux qui en temps normal vous auraient avertis des dangers que vous courez, vous et votre famille. Non seulement vous êtes orphelins, mais vous êtes trompés.

Les actions pourraient perdre 90% en deux ans



Phoenix Capital
Gains, Pains and Capital

Publié le 16 juin 2015

Au début des années 2000, Alan Greenspan s'est inquiété de la déflation. Il a donc demandé conseil à Ben Bernanke, l'expert autoproclamé de la Grande dépression, venu de Princeton. L'idée était qu'avec Bernanke à ses côtés, Greenspan puisse empêcher la déflation de s'abattre sur les Etats-Unis. L'un des premiers discours de Bernanke était en effet intitulé *Déflation : comment nous assurer à ce qu'elle ne se développe pas chez nous*.

Les Etats-Unis ont brièvement fait l'expérience d'une déflation entre 2007 et le début 2009. Pour y faire face, le gouverneur de la Fed, Ben Bernanke, a imprimé des quantités sans précédent de nouvelle monnaie. Souvenez-vous que Bernanke se dit être un expert de la Grande dépression, et que son souci premier est que les Etats-Unis ne traversent jamais de nouvelles années 30.

Janet Yellen, gouvernante actuelle de la Fed, est faite de la même étoffe que Bernanke. Et ses efforts (comme ceux de Bernanke) ont donné vie au Congrès le plus fiscalement irresponsable de l'Histoire ainsi qu'à un environnement presque identique à celui des années 1920.

Revenons un peu en arrière...

Dans les années 1920, l'Europe était majoritairement en banqueroute en raison des retombées de la grande guerre. L'Allemagne était complètement insolvable, sous le poids des réparations de guerres imposées par le Traité de Versailles. Souvenez-vous qu'à l'époque, l'Allemagne était la deuxième plus grosse économise mondiale (les Etats-Unis étaient en tête, puis venaient l'Allemagne et le Royaume-Uni).

L'Allemagne a tenté de faire face à l'implosion économique causée par la première guerre en élargissant ses dépenses sociales : les dépenses sociales par habitant sont passées de 20,5 marks en 1913 à 65 marks en 1929.

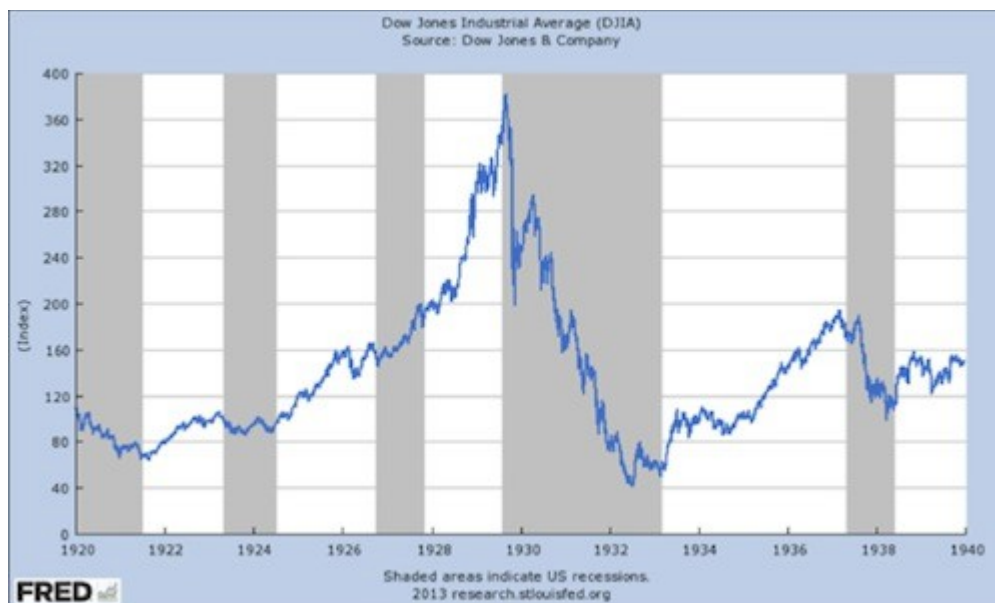
Comme le pays n'avait plus d'argent, les revenus et les taxes sont restés assez

peu élevés, ce qui a forcé l'Allemagne à enregistrer de lourds déficits. A mesure que sa dette gonflait, le pays a dû faire baisser les taux d'intérêt et imprimer de la monnaie dans l'espoir de faire disparaître sa dette par l'inflation.

Alors que le pays avançait vers un défaut, les Etats-Unis et certaines banques lui ont prêté de l'argent et ont fait tout leur possible pour empêcher un défaut. En conséquence de cette décision et de la puissance économique des Etats-Unis par rapport à l'Europe, du capital s'est déplacé depuis l'Europe vers les Etats-Unis.

Une énorme bulle sur les actions en est née. Depuis son développement initial en 1921 jusqu'à son sommet en 1929, les actions ont grimpé de 400%. La situation était devenue si incontrôlable que la Fed a fait grimper les taux d'intérêt pour décourager la spéculation.

La bulle a fini par éclater, et les actions ont perdu 90% de leur valeur en seulement deux ans.



L'environnement d'aujourd'hui est presque identique, mais pour d'autres raisons. La BCE a d'abord porté les taux d'intérêt en-dessous de zéro en juin 2014. Depuis cette date, du capital a fui l'Europe et s'est déplacé vers les Etats-Unis parce que les intérêts y sont encore positifs, et que les Etats-Unis continuent d'être perçus comme un havre de sécurité en raison de leur économie prétendument en pleine forme.

Ce processus s'est accéléré en 2015.

- A l'échelle globale, les taux d'intérêt ont subi vingt baisses en seulement deux mois.
- Les taux d'intérêt ont atteint leur record à la baisse en Australie, au Canada, en Suisse, en Russie et en Inde.
- Bon nombre de ces baisses de taux ont entraîné des taux négatifs, notamment en Europe (Danemark, Suède et Suisse).
- La BCE et la Banque du Japon se sont tous deux lancés dans des programmes de QE pour porter les taux plus bas encore.
- Sept des dix plus grosses économies du monde ont un programme de QE en cours.

Parce que les Etats-Unis sont neutres, de la monnaie a afflué vers le pays. Une grande partie de ces flux sont redirigés vers les appartements de luxe (notamment à LA et New York), ainsi que vers les actions et le dollar.

En conséquence, le marché boursier américain enregistre aujourd'hui des valeurs dignes de la bulle de 1929, avec un CAPE de 27,34 (il était en 1929 d'un peu plus de 30).

Un nouvel effondrement approche... et les investisseurs devraient s'y préparer dès aujourd'hui.

[Semaine chargée pour le chaos monétaire](#)



[Adrian E. Ash](#)
[Bullion Vault](#)

Publié le 15 juin 2015

Quelle semaine chargée en perspective pour les traders et autres commentateurs !

La farce grecque continue avec un [autre haut responsable européen affirmant](#) que « le temps presse » et « la balle est dans le camp de la Grèce ».

Les derniers pourparlers ont pris fin en 45 minutes la nuit dernière car [Athènes en demandait trop](#). Ou parce que les [créanciers n'avaient envoyé personne](#) avec assez d'autorité pour proposer ou discuter quoi que ce soit. Choisissez votre camp.

Avec un coup de malchance, demain nous verrons la [Cour suprême de justice](#) déclarer si le programme d'assouplissement quantitatif de la Banque centrale

européenne est légal ou pas.

Mercredi, la Fed américaine annoncera sa décision concernant les taux d'intérêt. Juin était autrefois considéré comme la [date butoir absolue pour la hausse des taux](#) à partir de 0%. C'est maintenant devenu un autre serpent de mer de la Fed en ce qui concerne les marchés et les médias. Septembre est maintenant le mois de la réunion à attendre, comme le pense tout le monde. C'est le moment parfait pour une surprise, en bref.

La dernière décision de la banque centrale suisse aura lieu jeudi. Ce fut la source du nettoyage de la volatilité de janvier sur les marchés des devises après avoir annulé le plafonnement du franc suisse avec l'euro, car le gouvernement ne pouvait justifier politiquement le vaste volume de monnaie du QE qu'il a imprimé uniquement pour déprécier sa propre devise.

Vendredi va commencer avec la Banque du Japon annonçant sa propre politique. Ce qui amènera l'occident à la case départ. Car bien que la Banque centrale européenne ne fasse que commencer, la Japon a 15 ans de QE et de taux d'intérêt nuls derrière lui.

Les [cours de l'or](#) et les [cours de l'argent](#) semblent peu perturbé par tout ce chaos dans la monnaie, jusqu'ici aujourd'hui. Les utilisateurs de [BullionVault](#) continuent d'augmenter leurs réserves totales vers de nouveaux pics record. Mais le négoce reste calme si l'on en croit la [plate-forme des marchés](#) aujourd'hui.

Il est difficile d'imaginer les métaux précieux restant aussi calmes dans les prochains jours. Et il est difficile de simplement penser à quoi ressemblerait la demande en or si la BCE restait bloquée à zéro, imprimant toujours plus de monnaie, jusqu'à 2030 et au-delà, comme le suggère le modèle du QE « pour toujours » japonais.

[« L'Amérique en récession et la Grèce en faillite, tout va très bien ! »](#)

Charles Sannat 16 juin 2015

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Bon, je dois vous avouer que je suis fatigué... Enfin, entendons-nous bien, aller à la rencontre des apiculteurs c'était vraiment un bon bol d'air et je vous

remercie pour vos très nombreux messages et courriels suite à cet article.

Non je suis fatigué d'avoir raison et d'être pourtant regardé comme un hurluberlu. Cela fait des mois que j'explique que la reprise américaine, qui n'a jamais été bien vive surtout eu égard aux tombereaux d'argent tout fraîchement imprimés par la banque centrale et déversés dans l'économie, n'est pas très dynamique et c'est un euphémisme ! Cela n'a pas produit grand-chose. Néanmoins, depuis plusieurs mois, ce qui est palpable ce n'est pas une accélération mais bien une inversion de tendance et un retour vers une récession, ou si nous voulons être optimiste vers une croissance proche de zéro.

Nous avons appris, Ô surprise, que « la production industrielle aux États-Unis a de nouveau reculé en mai, à raison de 0,2%, alors que les analystes espéraient un rebond, après avoir déjà reculé plus que prévu en avril à -0,5 %, selon des chiffres de la FED »...

Eh oui, techniquement cela porte le nom de « récession ». D'ailleurs, il n'y a rien qu'en France que l'on se tortille dans tous les sens pour ne pas nommer les choses parce qu'aux USA, les choses sont dites clairement par Marketwatch, l'un des plus importants sites financiers outre-Atlantique.

U.S. manufacturing sector is in a technical recession



Today aside, stocks are going nowhere but up this summer

U.S. stocks slide on disappointing data, Greek fears

Builder confidence hits 9-month high

Tesla's Model 3 to include sedan, crossover

Bloomberg

Sinon, à part ça, Mario Draghi à l'air super « optimiste » sur les banques grecques...

« À ce stade, les grandes banques grecques sont solvables et les collatéraux qu'elles apportent sont adéquats », et de rajouter... « Bien sûr, la situation est en évolution et nous allons devoir suivre de très près la suite des événements. »

Alors je traduis, pour ceux qui ne veulent toujours pas comprendre. Les banques grecques sont solvables... mais ça ne va pas durer longtemps parce que pour la suite des événements, ça risque de secouer un poil. Donc si vous êtes grecs avec un compte en Grèce, moi je vous conseille des billets en euros et aussi quelques piécettes d'or et d'argent, histoire d'être prêt au cas où pour le stade d'après qui consisterait à ce que les banques ne soient plus solvables.

Enfin, pour terminer sur la Grèce qui est sans conteste en faillite, l'agence de notation S&P vient de me faire beaucoup rigoler en déclarant, sans rire et le plus sérieusement du monde, que le non-remboursement de ce que la Grèce doit à la BCE ne serait pas un défaut de paiement... Hahahahaha, puisque on vous dit que la Grèce n'est pas en faillite, même quand elle l'est, et même quand elle ne rembourse pas, eh bien tout va très bien, c'est même sans doute une bonne nouvelle. Et quand elle ne va pas rembourser les dizaines de milliards qu'elle doit à la France... ce sera encore une bonne nouvelle. Et quand vos impôts vont augmenter, faudra sourire mes amis, ce sera une bonne nouvelle.

S&P: le non-paiement de 6,7 mds EUR à la BCE ne constituerait pas un défaut

« L'agence de notation Standard & Poor's a indiqué lundi que le non-paiement de 6,7 milliards d'euros dus par la Grèce à Banque centrale européenne en juillet et en août ne constituerait pas à ses yeux un défaut.

D'une manière générale, S&P tout comme l'agence de notation Moody's ne considèrent pas qu'un État fait défaut s'il manque un paiement auprès de ses créanciers publics, comme le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale ou une banque centrale ».

Bon voilà, la Grèce fera faillite mais ne fera pas faillite... Là, même pour moi, l'économie devient compliquée mais il y a un truc qui est super simple et quand tout semble confus, je me reporte à mes cours d'économie appliquée

donnés il y a fort longtemps par mon pépé paysan.

« Petit, quand il y a plus de sous... il y a plus de sous, et pour que tu ne sois jamais sans le sou, un sou qui rentre est un sou qui ne doit pas sortir. »
Finalement, l'économie c'est très simple.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

Pour le Président de l'UDI, la Grèce doit sortir de la zone euro...

Jean-Christophe Lagarde, président de l'UDI, était l'invité de Jean-Pierre Elkabbach ce vendredi et a expliqué sans ambiguïté que la Grèce ne peut pas s'en sortir dans la zone euro et qu'il ne s'agit plus d'un problème économique mais politique.

Je suis parfaitement d'accord. Et cela fait 7 ans que je le dis. Nous y arrivons enfin. Ce qui est dommage c'est que l'on ait attendu 7 années de souffrance pour le peuple grec et que l'on ait dépensé quelques dizaines de milliards d'euros des contribuables français en pure perte.

Charles SANNAT

Chine : la consommation d'électricité en hausse de 1,6 % en mai

Une augmentation de la consommation électrique de 1,6 % en mai et en moyenne en hausse de 1,1 % depuis le début de l'année 2015. Vous avez vraisemblablement là le véritable taux de croissance économique de la Chine, loin, très loin des 7,5 % annoncés de façon tonitruante.

Cela montre encore une fois l'anémie de la croissance mondiale.

Charles SANNAT

LA CONFUSION CROÎT À PROPOS DE LA GRÈCE

par François Leclerc Blog de Paul Jorion 16 juin 2015

Après tant de rebondissements, le moment de l'épilogue est-il venu ? Mais, si c'est le cas, comment l'écrire quand la suite de l'histoire se présente tout aussi confusément ? Parmi les créanciers, chacun tente de se défaire de ses responsabilités, et les divisions apparaissent au grand jour. La Commission européenne fait valoir ses bons offices en rendant publiques ses propositions passées, la BCE proteste de sa neutralité en se réfugiant derrière l'application

de ses « règles », et l'on apprend sans surprise que le FMI avait fait savoir portes closes qu'il se retirerait du jeu si les Européens n'entraient pas dans la logique d'un effacement de la dette grecque. Yanis Varoufakis a éclairé l'échec final des négociations du week-end dernier en annonçant qu'il ne viendrait pas avec de nouvelles propositions à la réunion de jeudi de l'Eurogroupe, car elles n'auront pas pu auparavant être discutées faute que ses interlocuteurs disposent du mandat adéquat. Il aurait pu ajouter : en raison de leurs divisions.

Les réunions se succèdent à Athènes, y compris entre les différents partis qu'Alexis Tsipras consulte, après qu'il a déclaré que « des motivations politiques peuvent être suspectées devant l'insistance des institutions à ce que nous procédions à de nouvelles coupes dans les retraites, en dépit de cinq années de saccage dans le cadre du mémorandum ». Le gouvernement grec, entend-on, pourrait engager une action devant la Cour de Justice européenne au nom du respect des traités grecs violés. Un projet de rupture des négociations a été élaboré par une aile de Syriza, selon le Daily Telegraph. Il s'inspire du précédent islandais et prévoit la nationalisation des banques grecques, un contrôle des capitaux et l'instauration d'une monnaie parallèle.

Tout a basculé : il n'est plus question que d'un défaut et de la sortie de la Grèce de l'euro qu'il pourrait entraîner. Mais lorsque l'on cherche à en décrire l'enchaînement, tout devient vite aussi confus qu'auparavant. La procédure de défaut du FMI fait l'objet de règles, mais celles-ci peuvent aboutir à un accord de rééchelonnement de la dette à son égard. Et l'agence Standard & Poor's, pour tout obscurcir, a déclaré lundi qu'elle ne considérerait pas comme un défaut le non remboursement d'une échéance à la BCE !

L'argument vaut d'être noté : l'agence établit une distinction entre créanciers commerciaux et officiels, la BCE faisant partie de ces derniers. À se demander si le raisonnement tient également pour les autres créanciers publics de la Grèce, FMI compris, auquel cas celle-ci n'aurait qu'à honorer ses remboursements vis-à-vis des créanciers privés pour échapper au défaut et à sa sanction sur le marché ! Le problème se concentrerait sur les banques, et l'instauration d'un contrôle des capitaux le réglerait, comme cela a été le cas à Chypre.

Un peu de mansuétude de la BCE ne serait pas superflu dans une telle éventualité, mais elle ne serait pas exclue, car on serait entré dans une nouvelle période de négociation dont l'enjeu serait pour les créanciers publics de

recupérer ce qu'ils peuvent de leur mise : il ne faudrait pas casser la baraque. D'autant que la BCE serait placée dans une situation encore plus inconfortable qu'actuellement, étant celle par qui le malheur arrive. Donnant un avant-goût de ce qu'elle pourrait avoir à affronter, la BCE est déjà accusée par le parti centriste grec To Potami de mener « une guerre économique systématique »...

Mais ni la Commission, ni le FMI, ni la BCE ne pourront prétendre retirer leur épingle du jeu étant donné leur responsabilité passée et présente. Ce second acte de la crise grecque illustre l'absence de toute procédure établie de restructuration de la dette souveraine, comme vient de le relever à nouveau Joseph Stiglitz, et condamne les créanciers à l'improvisation, chacun ayant ses intérêts particuliers à défendre.

À part ceux qui en Allemagne jouent la politique du pire au nom de leur conception ordolibérale achevée de l'Europe, ils seront tous d'accord sur un point capital : un défaut grec ne signifie pas une sortie de l'euro. Rien n'est d'ailleurs prévu à cet égard dans les Traités, et il va falloir improviser, les discussions commençant à ce sujet. Improviser reste donc le maître mot ! La situation est toutefois renversée : l'enjeu était de savoir comment la Grèce pouvait rembourser sa dette, il est devenu d'estimer quel montant pourra être récupéré !

La tenue dimanche prochain d'un sommet européen de la toute dernière chance serait en discussion, mais serait attendue la réunion de jeudi de l'Eurogroupe pour le décider, comme si elle pouvait permettre d'avancer. C'est dire si les dirigeants européens, tout en ne s'en donnant pas les moyens, ne veulent pas abandonner l'idée d'un accord. On les comprend, étant donné ce qui les attendrait...

Mais ils mettent désormais l'accent sur le fait qu'ils sont prêts à accepter d'autres mesures que celles qu'ils ont si longtemps cherché à imposer, à condition toutefois qu'elles aient un impact financier équivalent. Oubliant que le FMI, par la voie de son économiste en chef Olivier Blanchard, a montré que seules des coupes sur les retraites – étant donné leur poids budgétaire – permettraient de réaliser les économies requises, et qu'il faut sinon diminuer le montant de celles-ci, ce qui implique d'ouvrir le dossier du remboursement de la dette !

Les cons, ça ose tout.

Posté le 16 juin 2015 par Bruno Colmant

On se souvient de l'impréparation et de l'improvisation coupable dont les Ministres des Finances ont fait preuve lors de l'invraisemblable confiscation des dépôts bancaires chypriotes.

Si on assiste à la même situation en Grèce, alors que le problème de sa dette est connu depuis cinq ans, il faudra s'interroger sur la dynamique décisionnelle européenne, qui s'assimile à un chaos complet.

Si, vraiment, un pays de la zone euro subit un "bank run" et une banqueroute de toute sa structure bancaire, c'est une catastrophe qui disqualifiera définitivement le projet européen. Ce sera la preuve éclatante que l'euro est fondé sur l'absence de structures institutionnelles et résolutives solides, sans compter l'absence d'union budgétaire.

Tout le monde sera coupable de l'échec, tant la Grèce que les autres pays de la zone euro.

Derrière la crise grecque apparaît le manque de lisibilité politique des décisions budgétaires. L'Europe serait-elle devenue une gigantesque technocratie sans pilotage politique stratégique ? La question est posée.

Et on se rappellera l'assassine maxime de Michel Audiard : *Les cons, ça ose tout. C'est même à ça qu'on les reconnaît!*

Le Grexit, c'est l'engloutissement de l'Atlantide monétaire

Posté le 15 juin 2015 par Bruno Colmant

Un sabotage monétaire grec serait un événement improbable, s'assimilant à un engloutissement monétaire inconnu, comme l'Atlantide. Un "Grexit" entraînerait un défaut étatique immédiat, puisqu'il est illusoire que la Grèce honore sa dette publique en euros. L'abandon de l'euro entraînerait une ruée instantanée sur les dépôts bancaires. Immédiatement, les autorités publiques fermeraient les banques avant d'imposer un contrôle des capitaux destiné à préparer le basculement vers une nouvelle monnaie, une nouvelle drachme, certainement non convertible.

Dès l'introduction de la drachme, le gouvernement grec imposerait que ses citoyens rapportent les euros retirés des comptes bancaires afin de les convertir en drachmes selon une parité dépréciée. L'euro ne pourrait donc plus avoir cours pour les transactions domestiques. Cela pousserait bien sûr de nombreux grecs à conserver leurs euros sous forme physique, selon la loi de Gresham qui instruit que la mauvaise monnaie chasse la bonne, c'est-à-dire que la monnaie forte (l'euro) est thésaurisée tandis que la monnaie dépréciée (la nouvelle drachme) est utilisée pour les transactions courantes. Cela entraînerait l'émergence d'un marché noir des devises, comme l'Argentine ou la Russie l'ont expérimenté. Des contrôles aux frontières seraient évidemment déployés.

Les possibilités de refinancement auprès de la BCE s'effondreraient, en même temps que l'accès de la Grèce au marché des capitaux. Les banques grecques s'effondreraient, elles qui ne sont plus déjà que des morts vivants. Sous la pression populaire, le gouvernement solliciterait la Banque Centrale grecque afin d'alimenter la masse monétaire en nouvelles drachmes qui se déprécieraient au rythme de leur impression, exactement comme l'Argentine l'expérimente actuellement. Le taux d'inflation grimperait autour de 20-30 %, tandis que le prix des importations atteindrait des niveaux prohibitifs. Il en serait de même pour les taux d'intérêt qui grimperaient au même rythme que l'inflation, ruinant une seconde fois les épargnants tout en rendant l'investissement impossible.

Politiquement, la Grèce réaliserait que son choix politique a mené à l'impensable, c'est-à-dire la ruine.

C'est à ce moment qu'une expression autoritaire se manifesterait. Le gouvernement Syriza sera obligé de quitter le pouvoir afin de rétablir l'ordre social. La Grèce deviendra ingouvernable.

L'armée pourrait prendre le pouvoir.

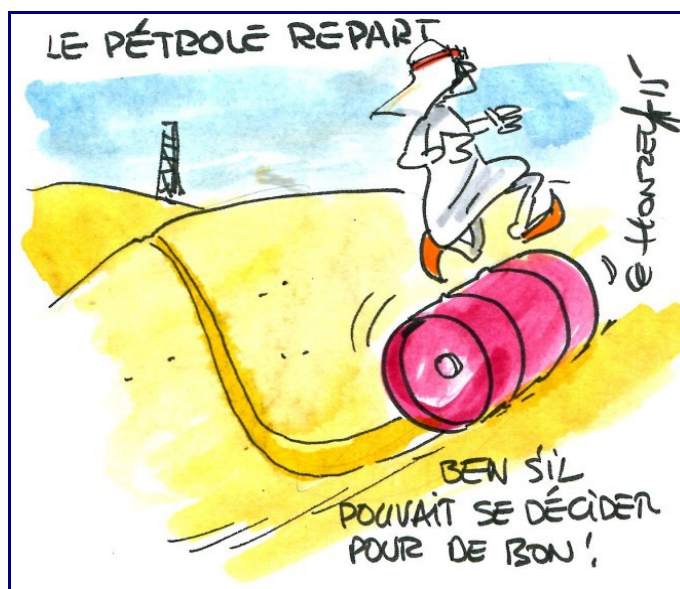
Est-ce impensable ?

Aucunement. Les pays qui traversent des tempêtes monétaires s'échouent toujours dans des géométries moins démocratiques. Lénine avait compris que pour détruire un régime, il suffisait de corrompre sa monnaie.

Pétrole : la demande repart !

Par Aymeric de Villaret. Publié le 16 juin 2015 dans [Énergie](#) Contrepoints

La demande de brut a été revue à la baisse constamment depuis mi-2014... en ligne avec la chute des prix... Depuis février 2015, la demande est revue à la hausse et les prix remontent. La révision sur mai de la croissance pour 2015 est particulièrement forte (de 1,1 Mb/j à 1,4 Mb/j). Oui, comme dit l'Agence Internationale pour l'Énergie, la demande a été dopée aux États-Unis par la baisse des prix. Et à la veille de la « driving américaine », les cours de l'essence sont 23 % inférieurs à ceux de l'été 2014 !

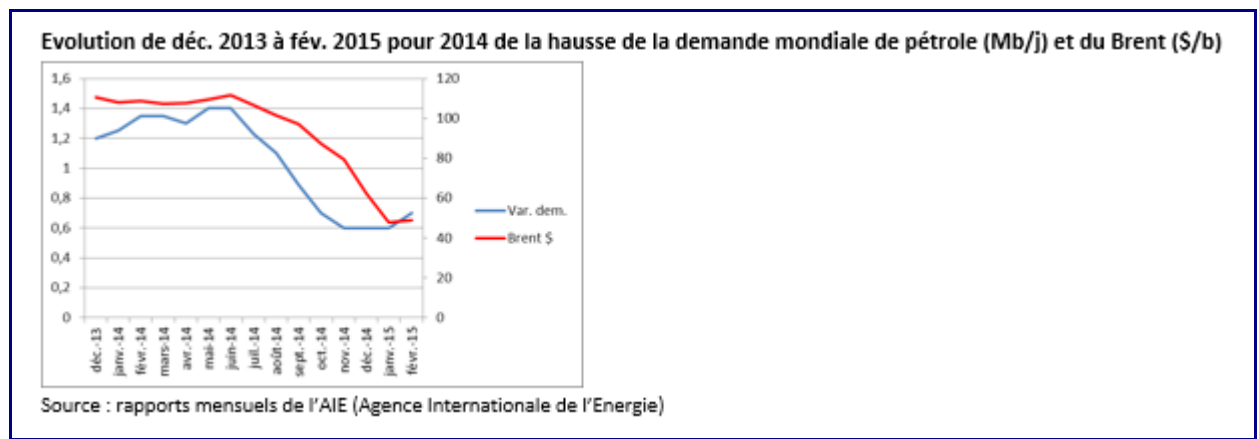


Comme nous l'écrivions en mars dernier dans notre note sectorielle intitulée [« et si la demande repartait ... »](#), ce sont les révisions à la baisse de la demande qui, au second semestre 2014, ont été les principaux moteurs de la chute des prix du baril.

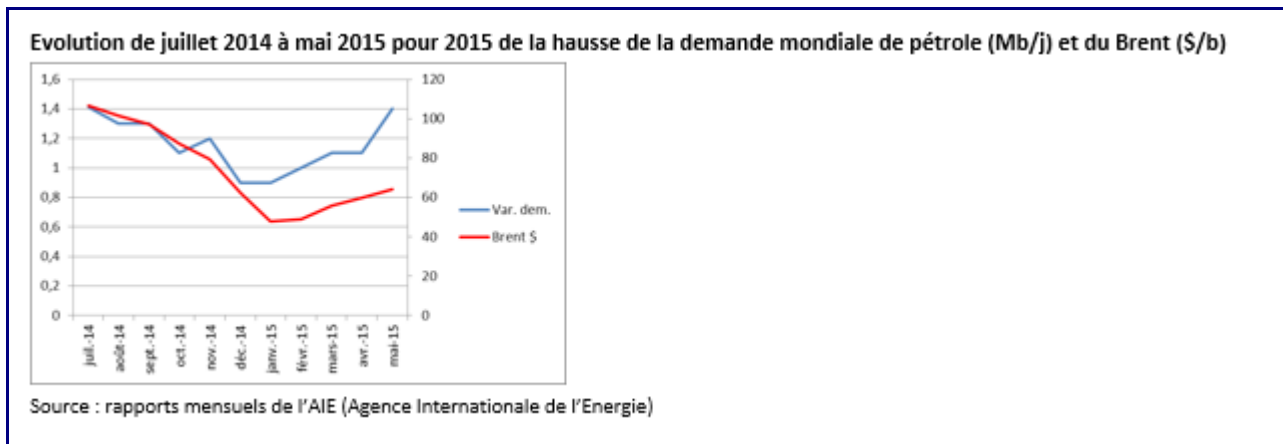
Rapport de l'AIE de mai publié le 11/06/2015 –demande sur 2015 revue de 1,1 Mb/j à 1,4 Mb/j

Aussi la publication du rapport de l'AIE, à la lumière de ce qui s'est passé en 2014, est particulièrement intéressante, car confirmant une tendance devenue positive depuis quelques mois. C'était d'ailleurs ce changement qui avait commencé à quelque peu nous interpeller en mars.

C'est pourquoi il nous a paru intéressant de remettre les graphes publiés dans ce papier en les mettant à jour avec les révisions à la hausse de la demande, intervenues en avril et en mai !



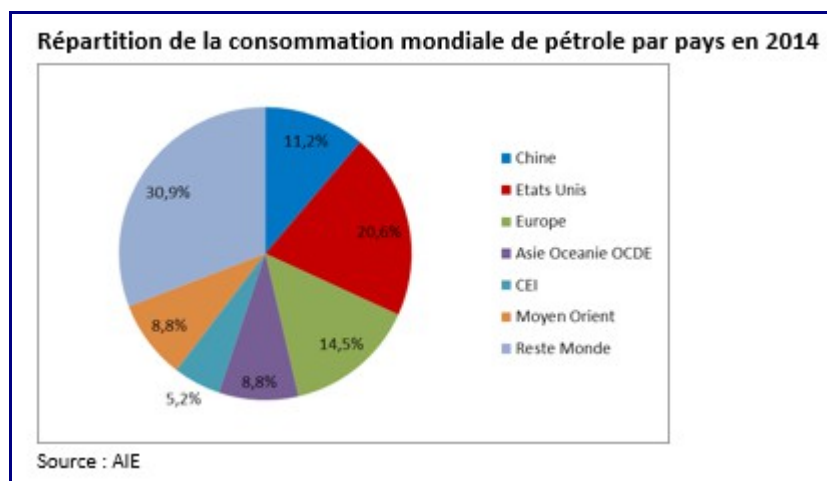
La corrélation à la baisse entre les révisions de la demande et du prix du baril est très forte.



Il en est de même à la hausse... C'est pourquoi la révision sur mai est saisissante, car le baril a en relatif moins monté...

Les États-Unis premier consommateur mondial de pétrole

Évidemment les marchés ont toujours en mémoire les croissances formidables du passé en % de la Chine, mais d'une part cette croissance ralentit et d'autre part, les États-Unis consomment nettement plus de pétrole que la Chine.



Ainsi en 2014, les États-Unis ont contribué à 20,6% de la demande mondiale de pétrole, devant l'Europe à 14,5 % et la Chine à 11,2%. Certes la Chine est un grand consommateur, mais les États-Unis, à eux seuls, dépensent quasiment le double de la Chine.

Et si l'on prend l'Amérique du Nord dans son ensemble (c'est à dire avec Canada et Mexique), c'est plus du quart de la consommation mondiale en 2014 (26% exactement) !

Trois paires de claques : la Grèce en route vers la sécession

par Le Yéti - Brèves de Yéti 16 juin 2015



Plus personne ne doute que le conflit ouvert entre la Grèce et la Troïka (BCE,

Commission européenne, FMI) arrive à son point de non-retour. **Trois signes forts** en guise de paires de claques pas volées pour un sou montrent que la Grèce se prépare désormais à l'éventualité d'une sécession pure et simple :

- Selon le webmedia grec [Kontranews](#) (traduction Angélique Karagianis), **Alexis Tsipras rencontrera Vladimir Poutine et les autres dirigeants des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du sud) le jeudi 18 juin à Saint-Petersbourg**. Objectif : intégrer la Grèce comme sixième membre de ce groupement de pays émergents, finaliser le projet de gazoduc russe Greek/Turkish Stream, étudier les possibilités d'aide financière pour suppléer la défaillance de plus en plus probable de l'Eurogroupe qui, ô ironie, se réunira le même jour au Luxembourg.
- **Les travaux d'audit de la "Commission pour la vérité sur la dette grecque" avancent à grand pas et ce qu'on est en train d'y découvrir pourrait faire très très mal**, comme le note Coralie Delaume sur son blog "[L'Arène nue](#)". Philippe Legrain, ex-conseiller économique de José Manuel Barroso, vient de confirmer devant les membres de la commission présidée par Éric Toussaint ce qu'on soupçonnait déjà : le "sauvetage" de la Grèce ne visait à rien d'autres qu'à tirer les grandes banques privées françaises et allemandes du guêpier dans lequel elles s'étaient engagées. Philippe Legrain :

« En 2010, les grands dirigeants européens et le directeur du FMI de l'époque, Dominique Strauss-Kahn, ont délibérément refusé de considérer la Grèce comme insolvable dans le but de protéger les intérêts des grandes banques européennes. »

- Enfin, troisième signe fort et non des moindres, **Alexis Tsipras vient de clairement hausser le ton** face à ses interlocuteurs financiero-rigides, avec [une déclaration](#) qui vaut avis de non-recevoir, sinon de lettre de rupture :

« Si certains perçoivent comme une faiblesse notre volonté sincère pour trouver une solution et les pas que nous avons fait pour couvrir les différends, qu'ils méditent ceci :

Nous ne sommes pas seulement chargés d'une longue histoire de luttes. Nous portons aussi sur nos épaules la dignité d'un peuple et l'espoir des peuples d'Europe. La charge est trop lourde pour être

ignorée. Il ne s'agit pas d'une obsession idéologique. C'est une question de démocratie. Nous n'avons pas le droit d'enterrer la démocratie européenne sur le lieu de sa naissance ».

En face, eh bien en face, les signes de décomposition et de débandade commencent à sentir sérieusement mauvais : mise sur la touche du FMI, dissensions entre créanciers, différence d'appréciation très nette entre Angela Merkel et son ministre des finances Wolfgang Schäuble... Philippe Legrain, ancien membre "repenti" de ce sérail européen à relents crapuleux, a beau jeu de conclure :

« Le gouvernement grec a tout intérêt à ne pas céder aux créanciers. »

BFM du 15 juin 2015 – Arrêter l'hémorragie

Jun 15, 2015/ Vidéos des éconoclastes /par Olivier Delamarche

Arrêter l'hémorragie : Oliver Delamarche vs Marc Riez

Le dossier grec

La négociation entre l'Union Européenne et la Grèce est totalement enlisée. Alexis Tsipras ne bougera probablement pas de ses positions ou « très peu » selon Marc Riez, qui considère que le problème du pays est « d'organiser un vrai Etat qui puisse collecter de l'argent auprès des gens qui en ont » mais qu'au final un accord à minima sera trouvé à la dernière minute.

Pour Olivier Delamarche, cet accord à minima est ce qui est souhaité par les investisseurs qui se disent : « pourvu que ça dure, qu'on puisse continuer à payer, que les grecs se fassent taper sur la tête, que nous on puisse continuer à faire du fric sur le CAC. » Néanmoins, « **on touche enfin le bout** » selon notre Econoclaste.

« Quelles que soient les réformes qu'on arriverait à leur faire accepter, de toute façon ça ne leur permettrait pas de rembourser. »

« On ne peut pas continuer comme ça et on ne peut pas se réjouir de continuer comme ça, parce qu'en attendant qui est-ce qui paye pour les milliards de dette grecque ? Le contribuable européen. »

La question aujourd'hui est donc la suivante : souhaitons nous « **arrêter l'hémorragie** » dès maintenant et perdre les 300 milliards prêtés à la Grèce ou souhaitons nous continuer de leur prêter et augmenter les pertes à 450 milliards pour « **repousser les choses** » ?

« **La dette n'a cessé d'augmenter entre 2011 et 2015, ça veut dire que le problème est plus grave aujourd'hui qu'il ne l'était en 2011.** »



Partie #1 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/olivier-delamarche-vs-marc-riez-12-la-situation-grecque-pourrait-elle-se-degrader-encore-plus-1506-556498.html>

Partie #2 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/olivier-delamarche-vs-marc-riez-22-hausse-des-taux-quels-impacts-sur-l-economie-americaine-1506-557213.html>

Conséquence d'une éventuelle hausse des taux aux USA

Pour Marc Riez, « l'Amérique redémarre » poussant *in fine* la Réserve Fédérale à remonter ses taux d'ici la fin de l'année. Toutefois, elle devra le faire de manière lente car cela pourrait sinon casser sa dynamique « encore fragile. » Par la suite, il y aura une deuxième remontée du dollar qui sera très bonne pour les actions européennes mais sans krach du marché obligataire « pour l'instant. »

Le regard d'Olivier Delamarche sur la question est quant à lui bien différent : les américains « **ont une croissance qui est très très faible avec des marges qui se sont retournées et qui commencent à baisser.** »

« **Aujourd'hui je ne vois pas la moindre trace d'inflation mis à**

part les actifs financiers »

« Vous avez un bilan de la FED qui a augmenté 8 fois plus vite que la croissance » depuis 14 ans. Ce qui veut dire une chose **« on a mis 8 dollars pour récupérer un petit dollar. »**

« Les marchés ne se sont pas effondrés, mais [le QE] ne fonctionne pas. Ça ne vous relance pas une économie ! »

Le lien entre la Bulle financière et les menaces contre le cash

L'Edito du Lundi 15 Juin 2015 : Par Bruno Bertez

La guerre contre le cash est d'actualité. Elle fait partie de ce mouvement général qui se développe depuis la crise de 2008/2009, et que l'on appelle la répression financière. On en parle, même dans les médias grand public.

Elle prend de multiples formes, depuis la limitation des paiements en espèces, aux interdictions de retraits des comptes bancaires, aux extrêmes comme l'interdiction pure et simple de détenir des quantités de cash dans les coffres et finalement, la suppression des espèces elles-mêmes.

La guerre contre le cash est une guerre contre les libertés individuelles. Elle rencontre toujours des supporters car les liberticides utilisent l'argument dans lequel tombent les bien-pensants : le cash sert les fraudeurs. Le procédé est toujours le même il consiste à condamner le tout sous prétexte qu'il y a abus par une minorité. On condamne la voiture car il y a des chauffards, on condamne le vin parce qu'il y a des ivrognes. C'est l'argument façon Goebbels, « si vous n'avez rien à cacher, vous n'avez rien à craindre ». Il consiste à punir toute la population comme coupable présumée. Nous ne sommes pas loin des concepts de responsabilité collective qui ont justifié tant d'horreurs...

La guerre contre le cash n'est pas nouvelle, on en a connu des épisodes comme par hasard dans les années 30 et au lendemain des guerres. Tiens, tiens, y aurait-il une similitude entre ces années noires et les années que nous traversons ? Rien de tel que de montrer l'historique, la genèse d'une idée pour la démystifier. Ainsi, l'un des plus audacieux dans la guerre contre le cash,

Buiter de la Citi, explique : si on avait plus prélever 6% des dépôts bancaires en 2008 ou 2009 , alors la crise aurait été résolue. C'est vrai, si on pouvait forcer les déposants à payer les pertes de la Communauté Spéculative mondiale, la classe ploutocratique se porterait encore mieux, elle pourrait dormir sur ses des deux oreilles, rassurée.

Vous avez probablement entendu parler de la guerre contre le cash, guerre contre les espèces.

Vous n'y avez pas prêté attention car vous ne voyez pas en quoi vous êtes concerné. Tout cela vous paraît lointain, presque sans fondement.

Vous n'avez pas compris l'essentiel, à savoir que la crise de 2008 n'est pas terminée, que l'on gagné du temps par diverses mesures monétaires et fiscales et que le temps est venu de payer, de présenter l'addition.

La guerre contre le cash n'est pas une mesure fiscale, ce n'est pas une mesure technique, non c'est un vol délibéré d'une partie de la population au profit d'une autre partie de la population, celle qui s'est enrichie avant 2008 et qui a multiplié sa fortune de 2009 à 2015 grâce au gonflement des indices boursiers.

En deux mots, voici la logique qui est à l'œuvre. Nous essayons d'être le plus didactique possible, mais sachez que si les choses monétaires et bancaires étaient simples, on ne pourrait vous voler et les autres, les ultra-riches ne pourraient pas s'enrichir à vos dépens.

Voici la situation :

- -les banques sont menacées d'insolvabilité et illiquidité depuis 2008/2009.
- -pour les rendre liquides, les Banques Centrales ont créé, imprimé beaucoup d'argent, des trillions.
- -pour les rendre solvables, les Banques Centrales ont mis les taux d'intérêt à zéro.
- -pour les rendre solvables, les Banques Centrales ont fait monter les Bourses, actions et obligations.

On a débouché artificiellement les tuyaux du système pour forcer l'argent à circuler et, pour le faire, on a dû tout inonder, tout noyer. Selon l'expression de Warren Buffett, on a monté le niveau de la mer pour cacher ceux qui se baignent nus.

On est en train de toucher les limites de ces manipulations monétaires et financières et le système devient à nouveau très dangereux. Il faut songer à stopper ces manipulations qui favorisent la spéculation, rendent les marchés financiers très instables et surtout très fragiles. Le premier ensemble économique qui va pratiquer le sevrage, qui va tenter la manœuvre très dangereuse de stopper les politiques exceptionnelles, ce sont les Etats-Unis. Ils préparent la manœuvre depuis 2013, mais ils ont tellement peur qu'ils ne sont pas encore allés jusqu'au bout, ils envisagent, après beaucoup d'hésitations, de tenter de normaliser, de monter les taux à la rentrée. Tout le monde a peur d'un choc, de réactions non-maîtrisées. Tous les autres pays du monde sont concernés par la décision américaine parce que le dollar est la monnaie mondiale, parce que, en matière financière, tout communique, c'est ce que l'on appelle l'interconnexion. Ce n'est pas pour rien que l'on appelle l'argent, la liquidité. Disons pour simplifier que tout va devenir plus risqué, nous allons traverser une période longue de dangers. Longue car la durée de transmission des vagues monétaires est de deux ans.

Normaliser les politiques monétaires, c'est remonter les taux d'intérêt, c'est stopper la création de monnaie et ce que l'on appelle le gonflement du bilan de la Banque Centrale. C'est peut-être même tenter de réduire ce bilan de la Banque Centrale en vendant quelques actifs. Toutes ces mesures deviennent nécessaires car on risque de déclencher l'inflation, la hausse des prix et des revenus. Si on la déclençait, ce serait la catastrophe car le système est préparé à la déflation et non pas à l'inflation. L'inflation ferait chavirer le paquebot mondial, car tout le monde est d'un seul et même côté, du côté de la baisse des prix et non du côté de la hausse. N'oubliez jamais l'épée de Damoclès des centaines de trillions de dérivés et le problème en chaîne du risque de contrepartie.

Si on tarde, les prix et les revenus vont échapper au contrôle, la mécanique infernale va s'enclencher et les taux à long terme vont s'envoler. On ne pourra plus les manipuler par les artifices monétaires. Et si les taux à long terme s'envolent, alors les actions vont chuter, les obligations et les fonds d'Etat vont s'effondrer, les déficits des gouvernements ne seront plus financés. Ce sera, d'une autre façon, sous une autre forme, une sorte de retour à ce qui s'est passé en 2008 et 2009. Le système va se gripper à nouveau.

Si vous nous avez suivis, vous comprenez que les autorités n'ont pas le choix,

il faut qu'elles tentent de préparer et de prévoir ces mesures de normalisation. Il faut qu'elles prennent les mesures qui permettront d'éviter la catastrophe quand il faudra monter les taux, stopper la planche à billets.

Les autorités sont persuadées qu'il y aura des accidents, des dégâts, c'est à dire que certaines banques vont être en difficulté comme en 2008 et 2009. Et il faut préparer des mécanismes qui limitent les conséquences de ces futures défaillances bancaires. Il faut être prêt pour le moment où cela va commencer à tanguer. Lors des réunions mondiales, des décisions ont été prises afin de tenter de faire face par des mesures communes. Ce sont des décisions mondiales et chaque pays a passé ou est en train de passer en cachette, dans le secret, des lois qui permettent de faire face à la future catastrophe des banques et des marchés.

Les mesures sont complexes et on se garde bien de les exposer au public, de les commenter et encore plus d'en débattre. On vous débat des 2500 euros de frais de voyage par abus de bien national d'un Valls, mais on ne vous parle pas de mesures qui peuvent porter sur des trillions! On se déchire sur les quelques dizaines de milliards qui sont nécessaires à la Grèce pour survivre, mais on ne parle pas des risques que l'on fait courir au système, risques qui s'évaluent en trillions. Vos banques vous parlent de leur excellence en matière de téléphonie mobile, de leurs offres en matière d'assurances, elles publicisent des cadeaux de quelques Euros ou Francs Suisses, elles flattent les jeunes, etc., mais elles se gardent bien d'aborder ces questions, qui sont pourtant les seules sérieuses.

Ce qu'il faut comprendre, c'est :

- le lien qu'il y a entre la crise de 2008/ 2009 non résolue.
- l'accumulation de mesures inoffensives, sans rapport entre elles.
- la logique profonde qui unit le tout.

Ce qui en cause, c'est ce que nous avons dit dès 2009 à savoir: qui va solder l'addition de la crise, qui va payer car l'addition n'a pas encore été présentée, on a repoussé, gagné du temps. Et le temps est venu aux USA d'abord, en Europe plus tard.

Il y a des émergences de temps à autre, mais vous n'y faites pas attention car vous ne voyez pas le fil conducteur. Le Gouvernement multiplie les limitations à l'utilisation des espèces tandis que les soi-disant économistes de banque veulent aller plus loin, et bannir le cash. C'est la même idée, il faut simplement

habituer les gens, y aller progressivement. L'un prépare l'autre, en douceur. Il faut limiter les usages des espèces, il faut restreindre ce que l'on peut faire avec les espèces, il faut avoir la possibilité d'interdire les retraits d'espèces des comptes bancaires et, enfin, il faut supprimer le cash. La monnaie doit cesser d'être une monnaie souveraine, publique, adossée à au Trésor Public, à la Banque Centrale, à l'Etat et à la démocratie, pour devenir monnaie exclusivement privée, monnaie de banque, monnaie qui n'est que créance sur une banque. C'est une double confiscation, non seulement de l'argent, de votre argent, mais d'un bien public, émanation de la souveraineté populaire. Tout cela, c'est un contrôle des mouvements de capitaux qui ne dit pas son nom, doublé d'une confiscation qui force vos capitaux à rester, à être emprisonnés dans le système bancaire.

Le cash dans vos mains, les espèces sont à vous, elles valent en elles-mêmes, vous en faites ce que vous voulez, on ne peut vous les confisquer ou vous les bloquer. L'argent en banque est d'une autre nature, c'est une créance sur la banque, c'est une dette de la banque à votre égard. La preuve que cet argent est d'une autre nature, c'est que le gouvernement est obligé de vous garantir que vous le retrouverez dans une limite de... 100.000 euros. On peut vous le taxer à volonté, vous l'amputer, vous l'exproprier en cas de faillite de votre banque, c'est le but de toutes les lois que l'on prend en cachette en ce moment. On peut vous imposer des frais et des taux d'intérêts négatifs, comme cela se fait déjà dans beaucoup de pays, Suisse, Pays du Nord, etc.

Un jour, peu importe quand, les marchés financiers vont chuter.

Les avoirs des banques vont être fortement dévalorisés par la baisse des cours boursiers.

Les pertes vont être considérables, les capitaux propres des banques vont être insuffisants.

Les institutions qui prêtent aux banques vont retirer leurs prêts.

La logique serait que vous ayez le droit de retirer votre argent, que vous cessiez de prêter à la banque, mais non, vous, le petit et moyen épargnant, il s'agit de vous priver de ce droit que l'on laisse aux gros, aux très gros, il s'agit de vous immobiliser, de vous bloquer.

Pourquoi croyez-vous que l'on vous dissimule l'essentiel sur les affaires chypriotes ou grecques, parce que vous comprendriez! Vous comprendriez que

ce que l'on met en place, c'est la possibilité de vous « Chypriotiser ». Vous comprendriez que ce que fait Tsipras, c'est narguer Merkel en refusant d'instaurer un contrôle des mouvements de capitaux, il laisse les Grecs vider leurs comptes bancaires. Avec les nouvelles lois, ce serait impossible, ils seraient ruinés, dépouillés.

Vous ne trouverez aucune trace de tout cela dans votre presse MSM ou vos radios et télés, c'est miracle que nous ayons été invité par les médias suisses à expliquer tout cela, il est vrai que nous écrivons régulièrement dans l'AGEFI Suisse et qu'il est difficile de nous ignorer.

Remarquez que personne ne parle de contrôler les gros mouvements de capitaux, les opérations des banquiers, de les mettre au pas et de les sanctionner, non, on parle d'éviter la Crise en ponctionnant vos petits et moyens dépôts! On parle de taxer les victimes et de laisser impunis et riches, les responsables, les coupables.

Les banquiers face au syndrome de l'acromégalie

Jean-Marc Vittori / Editorialiste | Le 16/06 LesEchos.fr

Longtemps dopées à l'hormone de croissance, les banques ont grandi de façon difforme. Elles doivent désormais tailler dans leurs activités. L'occasion de redéfinir leur stratégie, alors que percent les start-up de la FinTech.

de Jean-Marc Vittori

Une ambition peut parfois devenir une maladie. C'est ce qui arrive aux banquiers. Hier, ils rêvaient de grandir encore et toujours. Ils lançaient de nouveaux produits, visaient de nouvelles clientèles, achetaient des banques dans de nouveaux pays. Aujourd'hui, c'est l'inverse. Ils semblent souffrir d'acromégalie, un mal terrible induit par un excès d'hormone de croissance qui déforme la tête et fait gonfler pieds et mains. Pour retrouver une forme supportable, ils taillent dans leurs bilans, leurs réseaux, leurs ressources humaines. La banque britannique HSBC vient d'annoncer qu'elle allait faire réduire son bilan d'un quart et ses effectifs d'un cinquième en deux ans. Elle qui aspirait à devenir la banque des pays émergents vend ses filiales au Brésil et en Turquie. Et elle est loin d'être la seule. C'est partout le régime minceur, au Royaume-Uni (HSBC, RBS), en Allemagne (Deutsche Bank), en Suisse (UBS,

Credit Suisse). En France, les grandes banques sont aussi à la diète, même si elles ont moins souffert ces dernières années que nombre de leurs rivales.

C'est bien sûr la crise financière qui a tout bousculé. Elle a révélé deux failles gigantesques dans le paysage bancaire des pays avancés. D'abord, les banquiers avaient oublié leur métier. Ils ont cessé d'évaluer le risque. Dans la frénésie des années 2000, ils ont prêté à tort et à travers, avec parfois des outils tellement sophistiqués qu'ils ne comprenaient même pas leur mode de fonctionnement. L'argent a coulé à flots vers l'Etat grec, les promoteurs espagnols ou irlandais, l'industrie américaine du « subprime ». Jusqu'au jour où ces banquiers ont douté, gelant instantanément les marchés. Ensuite, ils avaient aussi souvent oublié qu'ils devaient respecter la loi. Aide à la fraude fiscale, contournement d'embargo sur des pays pourris, manipulation des marchés de [taux d'intérêt](#) ou de taux de change... Ils étaient allés beaucoup trop loin.

Les pouvoirs publics ont alors repris la main. Et à leur tour, ils sont sans doute allés beaucoup trop loin. Un véritable déluge de nouvelles normes s'est abattu sur les banques, formant un choc de complexification auquel n'auraient probablement pas survécu des entreprises d'un autre secteur. Définition plus étroite des fonds propres ; prise en compte de nouveaux risques ; ratios de solvabilité, de liquidité, de levier ; rédaction d'un testament ; passage de « stress tests » ; responsabilité accrue des actionnaires et des créanciers en cas de pépin... Chacune de ces mesures se justifie parfaitement. Mais l'ensemble constitue un fatras injustifiable, dont nul ne peut honnêtement prétendre savoir ce qu'il en sortira. Après leurs erreurs et pour certains leurs mensonges, on n'a guère envie de se fier aux banquiers qui crient à la noyade. Mais on est aussi mal à l'aise en écoutant leurs accusateurs expliquer qu'il serait possible et même souhaitable d'en rajouter des seaux entiers.

Car les nouvelles réglementations exercent déjà des effets visibles. D'abord, les entreprises se passent de plus en plus des banques pour trouver de l'argent. Jusqu'à présent, une règle des « trois quarts-un quart » était souvent invoquée : en Europe, trois quarts du crédit venait des banques et un quart des marchés (vice versa aux Etats-Unis). En France, c'était plutôt deux tiers-un tiers. Mais sur les nouveaux crédits, toujours en France, [c'est désormais l'inverse](#) : un gros tiers d'emprunts bancaires et deux petits tiers de financements de marché. Cette mutation ne pose pas de problème aux grandes entreprises, rompues aux rouges des [marchés financiers](#). Il en va tout autrement pour les PME.

Ensuite, les banques renoncent à des activités utiles mais gourmandes en [fonds propres](#). Elles jouent de moins en moins le rôle de « teneur de marché ». Car le marché ne marche pas tout seul, en particulier dans la finance. Pour bien fonctionner, il requiert souvent un « market maker » qui joue le rôle d'acheteur quand il n'y a que des vendeurs et vice versa. En l'absence de ce [teneur de marché](#), des marchés ont tendance à gripper. Ce qui se produit de plus en plus souvent. D'où le paradoxe de marchés illiquides dans un océan de liquidités. Comme à l'automne 2008...

Enfin, les banques sont moins rentables. Dans leurs activités les plus juteuses, celles de financement et d'investissement, le rendement des fonds propres aura pratiquement chuté de moitié entre 2013 et 2016, d'après [les calculs du BCG \(Boston Consulting Group\)](#). Les très grandes banques, celles classées « systémiques » par le Conseil de stabilité financière ([leur faillite risquerait de faire flancher la finance mondiale](#)), devraient avoir l'an prochain un coussin supplémentaire de capital. En France, elles paient déjà une taxe « systémique ». Faute de les juger « too big to fail » (trop grosses pour faire faillite), les pouvoirs publics pourraient bien les rendre « too big to be profitable ».

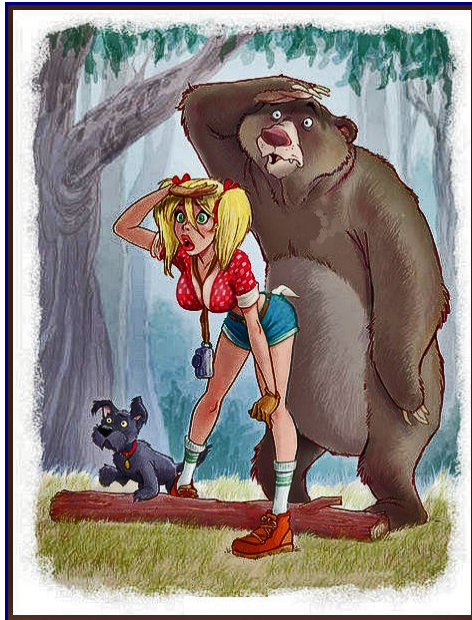
Mais au fond, tout ceci constitue peut-être une chance formidable pour les banquiers. Car avec ces contraintes, ils n'ont d'autre choix que de mener une réflexion stratégique en profondeur, au-delà du « tout croissance ». Au moment où les économistes sont de plus en plus nombreux à considérer que « *la croissance du secteur financier évince la croissance de l'économie réelle* » (titre d' [un récent document de travail](#) de deux économistes de la Banque des règlements internationaux), au moment où les [start-up](#) de la FinTech montrent leurs dents de lait, il est temps que les banquiers nous expliquent quelle est leur vraie [valeur ajoutée](#).

Les investisseurs institutionnels ne sont pas préparés aux risques extrêmes !

Qui perd gagne Posted on [16 juin 2015](#)

Les investisseurs institutionnels ne sont pas préparés aux risques extrêmes, selon le sondage Global RiskMonitor d'AllianzGI

- Paradoxe majeur : si deux tiers des investisseurs institutionnels estiment que les risques extrêmes sont de plus en plus préoccupants,
- seuls 27 % d'entre eux ont mis en place des stratégies de couverture contre ce type de risque et
- seuls 36 % estiment avoir accès à des outils appropriés pour faire face à de tels événements.



Mais où est est la menace ?

Globalement, selon les investisseurs, **les causes les plus probables de la prochaine menace majeur** sont :

- **un choc sur les prix du pétrole (28 %),**
- **le défaut d'un émetteur souverain (24 %),**
- **la situation politique en Europe (24 %),**
- **de nouvelles bulles d'actifs (24 %)**
- **une récession en zone euro (21%).**

Au niveau régional,

- **alors que les investisseurs d'Amérique du Nord et d'Asie-Pacifique craignent plus un choc sur les prix du pétrole (35 % et 33 %, respectivement),**
- **les investisseurs d'Europe et du Moyen-Orient mettent l'accent sur**

de nouvelles bulles d'actifs (33 %), un défaut souverain (29 %) et sur les tensions géopolitiques (29 %).

[Next Finance , 16 Juin 2015](#)

[Des origines de la crise systémique du capitalisme](#)

par [Robert Bibeau \(son site\)](#) **lundi 15 juin 2015**

Quand le développement des moyens de production - comprenant les forces productives vivantes [*le travail*] - devient incompatible avec les rapports de production capitalistes (financiers, bancaires, monétaires, etc.) le mode de production tout entier est en danger de s'effondrer.

La contradiction fondamentale du capitalisme étriqué

Quand le développement des moyens de production - comprenant les forces productives vivantes [*le travail*] - devient incompatible avec les rapports de production capitalistes (financiers, bancaires, monétaires, etc.) le mode de production tout entier est en danger de s'effondrer. Dans le Grundrisse, Marx a décrit ce postulat de la façon suivante :

*« Dès que le travail sous sa forme immédiate [**vivante et productrice de plus-value**] a cessé d'être la source principale de [**création de**] la richesse [**reproduction du capital**], le temps de travail [**nécessaire et surtravail**] cesse et doit cesser d'être sa mesure [**de la reproduction du capital**] et la valeur d'échange cesse donc aussi d'être de la valeur d'usage. Ainsi, la production [**le mode de production**] basée sur la valeur d'échange [**commerciale**] s'effondre." Plus loin, Marx ajoute « Dès lors, le procès de production cesse d'être un procès de travail, au sens où le travail en constituerait l'unité dominante. Aux nombreux points du système mécanique, le travail n'apparaît plus comme être conscient, sous forme de quelques travailleurs vivants, éparpillés, soumis au processus d'ensemble de la machinerie, ils ne forment qu'un élément du système, dont l'unité ne réside pas dans le travailleur vivant, mais dans la machinerie vivante (active) qui par rapport à l'activité isolée et insignifiante du travail vivant, apparaît comme un organisme gigantesque. » (K Marx. Grundrisse (1857). Chapitre 3, Le Capital, Édition 10/18, p.328.)*

Que doit-on comprendre de cette loi de fonctionnement du mode de production capitaliste ? Ce mécanisme concret et objectif de délitement de la valeur

d'échange des marchandises en générale et de la première marchandise entre toutes - **la force de travail** en particulier - entraîne **la scission inévitable entre la marchandise fétiche - l'argent** - et toutes les autres marchandises commercialisées qu'il est censé représenter.

Là exactement se trouve la source de tous les accès de fièvre financière et des crises successives du mode de production capitaliste bancal. Là se trouve, à la phase impérialiste du capitalisme du moins, la manifestation profonde de la contradiction entre le capital marchandise [**les moyens de production et d'échanges**] et le travail marchandise [**la force de travail vivante**] qui perd peu à peu sa valeur d'échange et même son utilité matérielle, donc sa valeur d'usage. Attention toutefois, les robots, les machines, les ordinateurs, les puces, les logiciels qui doivent remplacer le travail vivant sont des moyens de production produits par le travail salarié vivant et ils contiennent une grande quantité de valeur marchande [ils sont dispendieux]. Ces machines de toute nature et de toute espèce sont du capital constant (Cc) qui rendent obsolète une partie du travail vivant (Cv) le remplaçant par du travail mort ce qui amène une hausse de productivité du travail vivant et entraîne une détérioration de la composition organique du capital Cv/Cc, donc, une baisse du taux global de plus-value et de profit.

Il faut bien réaliser le drame shakespearien qui se noue devant nous. La source même de toute valeur marchande - de toute valeur d'échange -, le fondement même du mode de production capitaliste - la seule marchandise ayant le pouvoir de transmettre de la valeur aux autres marchandises - voit s'anémier sa valeur. La source de toute valeur [de toute richesse] se tarit et ne peut donc plus transmettre ce qu'elle ne possède plus en "valeur ajoutée", en "plus-value" non payée. Le capital scie la branche sur laquelle il s'est perché pour proclamer sa gloire et sa toute-puissance éternelles (sic).

Valeur d'usage et valeur d'échange

Sous le mode de production capitaliste en phase impérialiste décadente ce n'est pas la valeur d'usage qui détermine la valeur d'échange, mais l'inverse, c'est la valeur d'échange marchande qui attribue de la valeur d'usage à une marchandise quelconque (la condition étant que sa production entraîne la réalisation de plus-value). Pire, la contradiction entre le travail et le capital s'approfondit encore davantage puisque le capital réduit sa consommation

globale mondiale de force de travail salarié vivante dont il est pourtant totalement dépendant pour sa valorisation-reproduction. Le capital est donc contraint d'intensifier l'extraction de plus-value relative et absolue de chaque heure de travail vivant consommée. Ce procès d'intensification de l'extraction - confiscation - de toujours plus de plus-value mène le capitalisme jusqu'à réduire le temps de travail nécessaire au-delà du minimum social requis pour sa reproduction physique élargie. Ainsi, par le processus même de son aliénation la force de travail ouvrière est menacée d'extinction. La concrétisation de cette contradiction fondamentale entre le capital et le travail entraîne le système à son autodestruction. La force de travail vivante - le prolétariat mondial - n'a alors plus aucune alternative, ou bien il dépérit petit à petit et disparaît emportant avec lui le capitalisme, ou alors il connaît un sursaut de vie insurrectionnelle, s'objecte à son sort abject, et engage la révolution prolétarienne socialiste.

Que vient faire la « financiarisation » dans ce processus de déperdition ?

Expliquons maintenant comment la financiarisation - l'inflation - la crédification - la monétarisation du processus de production - d'échange - de réalisation du capital est venue subsumer cette contradiction fondamentale et la porter à des sommets inégalés de décrépitude.

Faute de grandes masses croissantes de valeurs d'usage à transformer en valeurs marchandes et à réaliser en valeurs financières (monnaie, actions, obligations, titres de créances, produits boursiers dérivés) - à valoriser en fait, afin de perpétuer le cycle économique de valorisation du capital - le système bancaire et financier mondialisé s'est mis à émettre de la fausse monnaie - du néant de valeur monétaire - "du crédit, créant du dépôt pour générer de nouveaux crédits" une débauche d'ajustement et de dérèglements financiers, monétaires et boursiers en panade (1).

Examinons simplement quelques statistiques (Tableau 1) qui marquèrent la descente aux enfers d'une banque qui en 2008 a été sacrifiée, lors de la crise des "subprimes", pour donner l'exemple à toutes les autres banques, qui, de toute manière, ne pouvaient et ne pourront jamais faire autrement. C'est le mode de production qui ne peut plus remplir sa mission de reproduction élargie à la fois de la force de travail et du capital. Ces deux composantes fondamentales du mode de production capitaliste sont pourtant indissociables

et l'extinction de l'une entraînera la disparition de l'autre. Du moment que le capital ne peut plus assurer la reproduction élargie de la force de travail qui lui donne vie, le MPC s'engage dans un cul-de-sac qui ne peut que lui faire perdre la confiance et l'appui de la classe ouvrière et engendrer sa destruction. Ce sont les capitalistes qui pousseront le prolétariat à l'insurrection et non pas l'agitation de quelques agitateurs gauchistes. Nous venons d'identifier la première condition de l'insurrection prolétarienne mondiale.

Le tableau 1 montre bien que si en 2008, lors de la faillite de la *Lehman Brothers*, la situation financière mondiale était catastrophique, quatre ans plus tard (2012), elle avait empiré du point de vue financier. Ne pas oublier que la finance n'est que le reflet bancaire et monétaire de la réalité économique globale de l'économie nationale et internationale. Convenons toutefois qu'il ne pouvait en être autrement de par la loi de la dépréciation de la valeur marchande de la force de travail vivante, créatrice de toute plus-value et de tout profit.

Tableau 1

	2008	2012
Volume des produits dérivés négociés hors cote en milliards de dollars (US)	516 000 milliards de dollars	708 000 milliards de dollars
Endettement des pays de l'OCDE (pays riches)	75%	105%
Déficit des pays de l'OCDE en% de leur PIB	3,5%	5,5%
Effet de levier de crédit des banques "trop grosses pour faire faillite" (sic)	31 pour Lehman Brothers	De 13 à 85
Bilans des banques centrales Fed et BCE (créances pourries échangées contre de l'argent du néant)	900 milliards \$ 1 400 MM euros	3 000 milliards \$ 3 000 MM euros
Taux de croissance des pays de l'OCDE	0,5	-0,1
Taux de croissance mondiale	2,7	3,2
Taux de chômage des pays de l'OCDE	5,9	8
Réserves de change mondiales	4 000 milliards \$	11 200 milliards \$

Réserves de change de la Chine	1 900 milliards \$	3 500 milliards \$
--------------------------------	--------------------	--------------------

Source : *The Wall Street Journal*, "Crise financière : leçon d'un sauvetage, un drame en cinq actes"

Faisons davantage de ce qui ne peut pas fonctionner

Et voici que des fumistes, des opportunistes, des réformistes, des gauchistes bourgeois qui souhaitent sauvegarder le mode de production capitaliste, suggèrent de faire davantage de ce qui ne marche pas pour remettre le patient sur pied et prolonger son agonie à l'infini. Lisez ceci :

*« La nouvelle banque de développement des **BRICS** n'est pas une alternative au **FMI** et à la **Banque mondiale** (BM), mais un complément, car elle répond aux défis qui ont été ignorés par les institutions financières internationales. Le **FMI** n'a fait que travailler dans l'intérêt des spéculateurs et les énormes quantités de dollars, d'euros, de livres et de yens sortant des planches à billets arrivent aujourd'hui par vagues dans les pays des **BRICS**, déstabilisant leurs économies. Il est par conséquent nécessaire pour les **BRICS** de développer leurs propres institutions financières, pour financer des projets de développement à long terme. Faisant partie de ce nouveau système (sic), il y a le Système de réserve en devise, qui prend essentiellement en compte les leçons de la crise de 1997 en Asie, au cours de laquelle les devises des pays asiatiques ont chuté, à cause de la spéculation, de 80 % en une seule semaine. Il répond également aux attaques vicieuses lancées récemment par les fonds spéculatifs à l'encontre des pays d'Amérique latine" et l'analyste financière d'ajouter « Ce système parallèle pourrait bien devenir très rapidement la bouée de sauvetage suite à l'effondrement du système financier transatlantique : car un krach pourrait survenir à tout moment, plus gros que celui de 2008, qui a suivi la faillite de **Lehman Brothers**. Un tel krach pourrait être provoqué par le « [Grexit](#) », l'expulsion de la Grèce de l'euro par le **FMI** et la **Troïka**. Tout le système bancaire européen et probablement américain s'effondrerait dans la foulée ; un tel krach pourrait aussi être provoqué par la faillite de l'Ukraine ; ou par une simple explosion de la bulle des produits dérivés qui se monte actuellement à 2 millions de milliards de dollars, une somme qui ne pourra jamais être payée. » (2)*

En vertu des lois objectives de l'économie politique capitaliste, en phase

impérialiste, c'est-à-dire en phase d'économie politique globalisée, interreliée et mondialement intégrée, une moitié des continents ne peut s'effondrer sous le poids de ses contradictions économiques alors que l'autre moitié prospérerait. Les fonds d'investissement, les banques, les institutions internationales, les entreprises multinationales des pays du **BRICS** seront entraînés par le fond en même temps que celles de l'autre alliance impérialiste atlantique régit par les mêmes lois d'économie politique. Des rencontres au sommet de la pyramide financière se tiendront bientôt qui scelleront le sort de la finance internationale dans sa cavalcade vers sa débandade mondiale (3). Nous avons prédit depuis longtemps la dévaluation drastique des monnaies mondiales flouant ainsi les capitalistes créditeurs et les capitalistes débiteurs ainsi que les millions de petits épargnants. Voici que cette perspective cataclysmique se rapproche. Les capitalistes soulèveront ainsi les petits bourgeois qui voudront s'en prendre à eux et se joindre à l'insurrection prolétarienne. Espérons que notre classe saura les tenir en laisse et se méfier de ces convertis de la onzième heure.

Une troisième guerre mondiale finira par se présenter comme l'unique solution à ces contradictions économiques insolubles. Détruire des forces productives, des moyens de production, des marchandises en surplus (relatifs) deviendra l'unique solution que la mécanique du système impérialiste concurrentiel saura imposer aux plénipotentiaires de service (sous-fifres politiques et financiers déjantés) (4).

Les communistes finiront bien par comprendre que la classe prolétarienne n'a que faire de leurs querelles de chapelles grégaires, sectaires et dogmatiques et qu'elle exige une direction unitaire (5).

NOTES :

(1) <https://www.youtube.com/watch?v=efIiQtFR7BI>

(2) <http://www.solidariteetprogres.org/zepp-larouche-lima-nouvelle-route-de-la-soie.html>

(3) <http://www.infowars.com/secret-meeting-in-london-to-end-cash/>

(4) <http://www.les7duquebec.com/actualites-des-7/usa-otan-et-la-guerre-nucleaire/>

(5) <http://www.publibook.com/librairie/livre.php?isbn=9782924312520>

Grèce: vers le défaut?

Par Jacques Sapir · 12 juin 2015

L'Eurogroupe serait-il en train de se faire à l'idée de la possibilité d'un défaut grec ? Des informations, en provenance de Reuters[1], semblent le confirmer. Une réunion d'expert qui s'est tenu à Bratislava le jeudi 11 juin aurait pour la première fois explicitement évoqué la possibilité que, faute d'un accord, la Grèce puisse faire défaut. Ces informations confirment aussi que même si certains gouvernements ont travaillé depuis plusieurs mois sur cette hypothèse, c'est la première fois que l'Eurogroupe a abordé cette question.

Les conséquences d'un défaut.

Un défaut de la part de la Grèce impliquerait non seulement la dévalorisation radicale des créances grecques détenues à titre bilatéral par différents Etats de la zone Euro ou détenues par le MES, mais aussi l'impossibilité d'user de ces titres comme collatéral dans le cadre du mécanisme d'aide d'urgence à la liquidité (ELA) mis sur pied par la Banque Centrale Européenne. Le défaut entraînerait la suspension immédiate de l'ELA et obligerait le gouvernement grec à user d'instruments monétaires constituant une proto-monnaie, instruments qui en quelques semaines deviendraient une monnaie alternative. Notons que, dans ce scénario le gouvernement grec est *obligé* de créer ces instruments et qu'il peut prétendre que c'est *contraint et forcé par l'attitude de la BCE* qu'il le fait. Ouvertement, le gouvernement grec pourrait continuer à prétendre qu'il entend rester au sein de la zone Euro, tout en mettant sur pied le processus qui *dans les faits* aboutira à la recréation de la Drachme. Le gouvernement grec pourrait continuer à prétendre qu'il n'a pas *voulu* ce défaut et cette sortie de l'Euro, tout en préparant à encaisser les bénéfices de ces événements. Et ces bénéfices sont bien plus importants que ce que l'on pense et que l'on dit.

Les bénéfices d'un défaut.

Les conséquences de ce défaut seraient nettement plus importantes sur les partenaires de la Grèce que pour la Grèce elle-même. Des sommes importantes sont sorties de Grèce depuis le mois de février. On estime qu'il y a aujourd'hui plus de 30 milliards d'euros qui sont sortis depuis le mois de février et qui sont détenus par des acteurs grecs sur des comptes à l'étranger. Une fois la Drachme créée, ces sommes reviendrait en Grèce, et compte tenu de la dépréciation de la Drachme par rapport à l'Euro, les acteurs (entreprises et ménages) qui ont fait sortir ces liquidités gagneraient en pouvoir d'achat en Grèce. On peut penser

que le gouvernement grec pourrait alors établir un contrôle des changes et prélever une faible taxe (5%) sur ces retours, ce qui permettrait aux ménages et entreprises de légaliser une partie de leurs avoirs, tout en donnant un gouvernement grec des moyens financiers supplémentaires pour compenser la partie de la population qui n'a pu faire sortir des liquidités. Ce « retour » de l'argent détenu à l'extérieur pourrait bien être l'équivalent de ce que le gouvernement grec a demandé à l'Union européenne, soit un plan d'investissement. Compte tenu de l'amélioration de la compétitivité des exportations grecques du fait de la dépréciation de la Drachme, l'effet positif de ce mécanisme pourrait bien être important.

Bien entendu, la Grèce devra faire face à un choc d'inflation importé. Mais, pour une dépréciation de 30% de la Drachme par rapport à l'Euro, ce choc ne devrait pas excéder le 6% à 8% la première année, et certainement moins (4% à 6%) la seconde année. Par contre, les effets positifs sur l'économie (et sur le secteur touristique en particulier) pourraient être très importants.

Le coût d'un défaut pour les partenaires de la Grèce.

Pour les partenaires de la Grèce, par contre, non seulement faudra-t-il gérer les conséquences économique d'un défaut (ce qui impliquera une nouvelle action de la BCE) mais ce sont surtout les conséquences financières et politiques qui poseront problèmes. D'un point de vue strictement financier, la réalité d'un défaut dans la zone Euro lancera un mouvement spéculatif et l'on cherchera à deviner quel sera le prochain pays qui sera le « maillon faible ». D'ores et déjà on constate que les bons du Trésor portugais, italiens et espagnols voient leurs taux monter rapidement. Mais, c'est surtout politiquement que le choc sera le plus important. Toutes les fadaïses et les stupidités crasses sur « cela ne peut pas arriver » ayant été démentie se posera immédiatement le problème de l'Euro. Bien entendu, les gouvernements tenteront de limiter ce choc politique. Mais, s'il y a bien une chose que nous apprend la crise financière russe d'août 1998, c'est que les conséquences politiques d'un événement dont tout le monde pensait qu'il était *impossible* sont dévastateurs pour l'idéologie qui a proclamée la soi-disant impossibilité de cet événement.

On assisterait alors à un retournement des représentations politiques (et économiques). C'est très exactement ce qui s'est passé en Russie en août 1998, et c'est ce qui explique la destruction des forces libérales pour la suite.

Il est certain que les responsables européens sont conscients, du moins en partie, de ce problème. Mais, on peut penser que, pris dans la logique de la négociation et de ses détails, ils ont perdu la compréhension de la nature *stratégique* de la situation présente. Le fait que la question d'un possible défaut grec n'ait été abordée par l'Eurogroupe que hier le démontre. On peut penser que ces responsables, à tous les niveaux, sont désormais confrontés à une situation dont les déterminants leurs échappent.

Il reste le problème du maintien de la Grèce dans l'Union européenne. On sait que les traités assimilent l'Euro à l'UE, même si de nombreux pays de l'UE ne sont pas dans la zone Euro. Mais, formellement, pour décider que la Grèce ne fasse plus partie de l'UE, il faudrait un vote à l'unanimité des 27 (28 – 1) pays de l'UE. Or, il est clair que certains pays, et en particulier Chypre et la Hongrie, se refuseront à voter une exclusion de la Grèce.

Les dirigeants européens feraient bien mieux de sortir de leur autisme et de commencer à réfléchir sur des mécanisme permettant une sortie ordonnée de l'Euro avec le maintien des pays au sein de l'UE, voire – mais c'est sans doute trop leur demander – à réfléchir sur une *dissolution* de la zone Euro. Un proverbe grec, celui du « songe trompeur » envoyé par Zeus (Jupiter) décrit bien la situation des dirigeants européens. Sa traduction latine est connue :

Quos vult perdere Jupiter dementat prius

(Ceux que Jupiter veut perdre, il leur ôte d'abord la raison)

Nous en verrons bientôt une application....

[1] <http://www.reuters.com/article/2015/06/12/us-eurozone-greece-default-idUSKBN0OS1BD20150612>

« L'Arabie saoudite ne possède pas les plus importantes réserves de pétrole au monde »

<http://www.connaissancedesenergies.org/> parue le 15 juin 2015

Les plus grandes réserves prouvées nationales de pétrole à fin 2014 ne sont pas celles de [l'Arabie saoudite](#), ni celles d'un autre pays du Moyen-Orient. C'est le Venezuela qui possède les plus importantes réserves au monde, principalement sous la forme de pétrole extra-lourd et de [sables bitumineux](#) **[Qui n'ont aucune valeur. Leur Eroi (énergie nette) est nul.]**

Le Venezuela possède 298,3 milliards de barils de pétrole de réserves prouvées

à fin 2014, soit 17,5% des réserves prouvées dans le monde⁽¹⁾. Suivent :

- l'Arabie Saoudite (15,7% des réserves prouvées mondiales) ;
- le Canada (10,2%) ;
- l'Iran (9,3%) ;
- l'Irak (8,8%).



La compagnie nationale PdVSA (Petroles de Venezuela S.A.) est le principal exploitant des réserves de pétrole du Venezuela. (©photo)

L'essentiel des réserves vénézuéliennes est situé au sein de la ceinture de l'Orénoque⁽²⁾ dans le nord du pays. Ces réserves sont principalement constituées de pétrole extra-lourd et de sables bitumineux à la forte viscosité. L'extraction et les traitements de ces deux types de pétrole « non conventionnel » nécessitent des techniques spécifiques coûteuses : traitement à la vapeur, utilisation de solvants pour fluidifier l'huile, etc. La prise en compte de ces ressources non conventionnelles comme réserves prouvées est assez récente (2007-2008).

La production vénézuélienne de pétrole reste limitée au regard des réserves nationales. En 2014, le pays a produit plus de 4 fois moins de pétrole que les États-Unis (1er producteur mondial) et l'Arabie Saoudite (2e producteur mondial). Il a également produit moins de pétrole que le Mexique alors que ses réserves sont environ 27 fois plus importantes.

L'économie du Venezuela, membre de l'OPEP, dépend très fortement du pétrole qui lui fournit près de 95% de ses ressources liées à ses exportations.

Sources / Notes (afficher)